

**Programme DeSIRA – « *Development Smart Innovation through Research in
Agriculture* »**

Convention de contribution : FOOD/2021/422-681

Activité 2.2 : Formation et renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de valeur

**Livrable 2.2.1 : Analyse des besoins de formation avec le plan de partage
des connaissances pour SustLives**



**Partenaire responsable de l'activité : Université de Roma Tre, Université Joseph Ki-Zerbo,
Université Abdou Moumouni**

Partenaires impliqués : CIHEAM-Bari, Bioversity, CNR

Juillet 2023

Etat d'avancement : Approuvé

Distribution : Public

Groupe de travail :

- Université Roma Tre : Pasquale DE MURO, Valentina CALLARI, Joelle CAIMI, Samantha NUNZIATI, Maura SALTIMBANCO, Vittoria PINCA
- Université Joseph Ki-Zerbo : Jacques NANEMA, Romaric NANEMA, Reine S. Fanta TIETIAMBOU, Zakaria KIEBRE
- Université Abdou Moumouni : Iro DAN GUIMBO, Lawali DAMBO, Bakasso YACOUBOU
- Alliance Bioersity International - CIAT: Francesca GRAZIOLI, Eleonora DE FALCIS
- CHIEAM-Bari : Claudio BOGLIOTTI, Ivana CAVOSKI, Marie Reine BTEICH, Jenny CALABRESE, Gianluigi CARDONE, Patrizia PUGLIESE, Hamid EL BILALI
- Centre National de la Recherche (CNR) : Maria GONNELLA, Vito CANTORE, Francesca CASELLA, Francesca BOARI, Lucrezia SERGIO, Antonio MORETTI, Marika DELLO RUSSO, Annarita FORMISANO, Rosa Anna SICILIANO, Virginia CARBONE, Maria Fiorella MAZZEO, Floriana BOSCAINO
- Afrique Verte Niger : Bassirou NOUHOU, Haoua MAHAMADOU HIMA
- Afrique Verte Burkina Faso : Narcisse OUEDRAOGO, Ali Badara DIAWARA

Photo de couverture : Réunion avec un groupe de femmes à Goudel, Niamey

Crédit : Iro Dan Guimbo

Citation suggérée :

SUSTLIVES (2023). Analyse des besoins de formation avec le plan de partage des connaissances pour SUSTLIVES. Agence italienne pour la coopération au développement (AICS), Ouagadougou (Burkina Faso) & Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIEAM-Bari), Valenzano (Bari, Italie).

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu relève de la seule responsabilité des auteurs et ne reflète pas nécessairement les vues de l'Union européenne.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE D'ABBREVIATIONS ET D'ACRONYMES	4
RESUME	5
INTRODUCTION.....	6
SECTION I. ANALYSE DES BESOINS DE FORMATION I - MISSION BURKINA FASO.....	8
SECTION II. ANALYSE DES BESOINS DE FORMATION II - MISSION NIGER ...	30
SECTION III. PLAN DE PARTAGE DES CONNAISSANCES POUR SUSTLIVES... 	43
SECTION IV. VALIDATION DU PLAN – BURKINA FASO.....	59
CONCLUSIONS	62
REFERENCES.....	64
ANNEXES	66

LISTE D'ABBREVIATIONS ET D'ACRONYMES

ABC	Alliance Bioversity International - CIAT
AICS	Agence italienne pour la coopération au développement
CIHEAM-Bari	Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes - Institut agronomique méditerranéen de Bari
CNR	Conseil national de la recherche scientifique - Italie
DeSIRA	<i>Development Smart Innovation through Research in Agriculture</i>
LUKE	Institut des ressources naturelles de Finlande
NUS	Espèces négligées et sous-utilisées
NUS	<i>Neglected and Underutilized Species</i> - Espèces Négligées et Sous-utilisées
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
PME	Petites et Moyennes Entreprises
SUSTLIVES	<i>SUStaining and improving local crop heritage in Burkina Faso and Niger for better LIVes and EcoSystems</i>
UAM	Université Abdou Moumouni, Niamey
UJKZ	Université Joseph Ki-Zerbo, Ouagadougou

RESUME

L'Université de Rome Tre, en collaboration avec l'Université Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou et l'Université Abdou Moumouni de Niamey, a réalisé une analyse des besoins en formation dans le cadre de l'activité 2.2 du projet Sustlives (Formation et renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de valeur) afin de développer un plan de partage des connaissances. Ce plan a été ensuite validé par les parties prenantes du projet. Le document présente un processus participatif en quatre sections décrivant la méthodologie utilisée lors des missions au Burkina Faso et au Niger, mettant en lumière les besoins de formation pour valoriser les cultures négligées et sous-utilisées (NUS). Les consultations ont impliqué activement les producteurs, les ONG, les chercheurs et les groupes de femmes. Les résultats ont révélé des besoins cruciaux en formation, notamment le renforcement des compétences techniques, fonctionnelles et culturelles liées aux NUS. Les thèmes identifiés à travers l'analyse des besoins sont : (1) Techniques, pratiques et intrants agricoles (itinéraires techniques de production) ; (2) Pratiques agroécologiques ; (3) Pratiques post-récolte et de transformation ; (4) Qualité, normes et certifications ; (5) Commercialisation des produits des NUS ; (6) Coordination et intégration de la chaîne de valeur ; (7) Administration et gestion des organisations de producteurs et des PME ; (8) Entrepreneuriat rural - avec un accent mis sur les femmes ; (9) (Co)Recherche, vulgarisation et connaissances locales (savoirs paysans) ; (10) Rôle de la biodiversité et des NUS pour le développement ; (11) Rôle des NUS pour la sécurité alimentaire, la nutrition et la gastronomie ; (12) Action collective et NUS ; (13) Autonomisation des femmes et NUS ; (14) « Innovation paysanne » et NUS. Le plan de partage des connaissances, flexible et adaptable, prévoit des approches diversifiées pour répondre aux besoins spécifiques des parties prenantes. Ce document démontre l'importance cruciale de la formation et du renforcement des capacités pour le succès du projet Sustlives, visant à améliorer la sécurité alimentaire et les revenus ainsi que l'adaptation des communautés au changement climatique grâce à la valorisation des NUS locales.

INTRODUCTION

Dans le cadre de l'activité 2.2 « Formation et renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de valeur des NUS » du projet Sustlives, l'Université de Roma Tre ainsi que les partenaires UJKZ et UAM ont réalisé une analyse des besoins en formation afin d'élaborer un plan de partage des connaissances, qui a ensuite été validé par les groupes cibles du projet.

Le document suivant, divisé en quatre sections, met en lumière l'ensemble du processus participatif qui a conduit au plan susmentionné afin de mettre en œuvre les futures formations prévues par le projet Sustlives.

Les deux premières sections concernent les deux missions effectuées par l'Université de Roma Tre au Burkina Faso et au Niger avec le support des deux universités locales pour identifier les besoins de formation en vue de la valorisation des cultures négligées (NUS) et de la biodiversité. Dans les deux missions, la méthodologie adoptée a consisté à utiliser des techniques qualitatives telles que des groupes de discussion et des entretiens semi-structurés, qui ont impliqué la participation active des parties intéressées : producteurs agricoles et leurs organisations, ONG, chercheurs et groupes de femmes.

Les consultations au Burkina Faso ont identifié des besoins de formation en production, conservation, marketing, entrepreneuriat et communication pour les cultures négligées (NUS). Des besoins similaires ont été relevés auprès d'autres parties prenantes telles qu'Afrique Verte et l'Agence CORADE. Au Niger, les NUS ont été soulignées pour leur impact sur la sécurité alimentaire, l'économie et l'environnement, mettant en avant le rôle crucial des femmes. Cependant, des obstacles tels que le manque de connaissances scientifiques, l'engagement politique insuffisant, la méconnaissance de la valeur nutritionnelle, des problèmes de production, de transformation, de commercialisation et d'accès à la terre ont été identifiés. Les besoins de formation ont été ciblés pour producteurs, transformateurs, décideurs et associations, avec des méthodes telles que la formation entre pairs, les champs-écoles paysans, l'accompagnement post-formation, les ateliers d'échanges et la valorisation des connaissances traditionnelles. Des collaborations potentielles avec SwissAid et Afrique Verte sont envisagées pour renforcer les activités de formation, en mettant l'accent sur les connaissances locales et les bonnes pratiques.

En conclusion, les deux premières sections de ce document montrent un consensus général sur la nécessité de renforcer les compétences techniques, fonctionnelles et culturelles liées aux cultures négligées pour favoriser leur valorisation. Des besoins éducatifs cruciaux ont été identifiés, comme l'importance de la dynamique de genre, et différentes approches de formation ont été proposées pour promouvoir la valorisation des NUS. Les différentes rencontres ont fourni des informations essentielles pour orienter les phases ultérieures du projet, mettant en œuvre des formations adaptées aux besoins des acteurs impliqués dans la valorisation des NUS.

La troisième section se concentre entièrement sur le plan de partage des connaissances, visant à assurer des activités de formation efficaces et efficientes dans les deux pays pendant la mise en œuvre du projet. En se basant sur les deux missions réalisées et les résultats collectés, on établit les méthodes pédagogiques, les objectifs, les thèmes, les pays, les partenaires impliqués et la durée envisageable pour chaque séance de formation. L'avantage clé de ce plan réside dans sa flexibilité en termes de mise à jour continue et d'adaptation aux nouveaux besoins potentiels.

En fonction du contexte et du public cible (étudiants, représentants de la société civile, y compris les représentants des organisations agricoles, les agriculteurs, les organisations de femmes), le plan prévoit la combinaison de diverses approches pédagogiques. Cette démarche découle de la diversité en termes d'intérêts, de parcours et de niveaux d'éducation des parties prenantes qui participeront aux sessions de formation.

Une équipe qualifiée et multidisciplinaire composée d'universitaires, de chercheurs et d'experts du terrain, possédant une connaissance directe du contexte local et faisant partie du partenariat Sustlives, se chargera de dispenser les formations programmées.

Enfin, la quatrième section du document, avant les conclusions, met en évidence la dernière étape de l'analyse (participative) des besoins avec un atelier de validation du plan de partage des connaissances préparé et organisé par l'UJKZ. Des représentants de diverses parties prenantes ont participé à cette phase finale du processus. Parmi eux, des institutions publiques, des plateformes paysannes, des associations professionnelles, des organisations de la société civile, des centres de recherche, des universités et des ONG. Le plan a été présenté aux participants, définissant ses objectifs et ses groupes cibles, et sollicitant leur avis. La discussion s'est concentrée sur la clarification des NUS, les critères de sélection pour la formation, les lieux et la nature de la formation. À la fin de la réunion, les participants étaient satisfaits et ont validé le plan sans modifications.

SECTION I. ANALYSE DES BESOINS DE FORMATION I - MISSION BURKINA FASO

Résumé Analyse des Besoins de Formation I – Mission Burkina Faso

L'Université Roma Tre, dans le cadre du projet Sustlives, en collaboration avec les partenaires locaux UJKZ et UAM, a entrepris deux missions au Burkina Faso et au Niger pour identifier les besoins de formation en vue de la valorisation des cultures négligées (NUS) et de la biodiversité. La méthodologie adoptée prévoit une participation active des parties prenantes telles que les producteurs agricoles et leurs organisations, les ONG, les chercheurs et les groupements de femmes.

Des méthodes qualitatives telles que les groupes de discussion et les entretiens semi-structurés ont été utilisées pour recueillir des informations sur la biodiversité, les NUS et les bonnes pratiques.

Les résultats obtenus orienteront la création d'un plan de formation flexible, avec des ajustements en fonction des besoins identifiés.

Les consultations avec des enseignants et enseignants-chercheurs au Burkina Faso ont révélé des besoins de formation, notamment en production, conservation, marketing, entrepreneuriat et analyse de marché pour les NUS. Les compétences transversales telles que la communication ont également été encouragées.

Les consultations avec diverses parties prenantes, dont Afrique Verte, l'Agence CORADE, l'Association Watinoma et un groupe de discussion d'ONG, ont mis en lumière des besoins similaires en formation. Ces besoins comprennent des compétences liées au marketing des produits, à l'innovation en matière de transformation, au soutien à l'entrepreneuriat agroalimentaire, à la gestion des associations, aux techniques agroécologiques, à la valeur nutritionnelle des cultures négligées, à la commercialisation et à la certification BIO.

En conclusion, il existe un consensus général sur la nécessité de renforcer les compétences techniques, fonctionnelles et culturelles liées aux cultures négligées pour favoriser leur valorisation. La sensibilisation et l'inclusion des cultures locales dans les programmes éducatifs sont cruciales. La prise en compte des dynamiques de genre et l'utilisation d'approches pédagogiques variées sont également soulignées pour le succès du projet Sustlives.

1. Prémisse méthodologique aux missions de Roma Tre pour le plan de formation

Avant d'organiser les missions dans les pays cibles destinés à collecter des informations utiles pour la définition du plan de formation envisagé par le projet, Roma Tre a nécessairement dû réfléchir sur la méthode de rédaction du plan, afin d'optimiser à la fois en termes qualitatifs et quantitatifs la collection des informations nécessaires.

La première observation importante à faire est que les contraintes existantes, en termes de ressources financières allouées à Rome3, bien que pertinentes, ne permettent pas un recensement des besoins de formation de toutes les parties prenantes possibles et potentielles. De plus, étant donné l'accent

mis sur la dimension « recherche et innovation » de Sustlives, cette orientation a orienté à juste titre et a en quelque sorte délimité les « cibles » du recensement.

Prenant ainsi en compte les conditions préliminaires susmentionné et 'approche que nous avons l'intention d'adopter pour le plan de formation, les choix raisonnés suivants ont été faits :

- A. Effectuer deux missions, une à Ouagadougou et une autre à Niamey. La réalisation d'au moins une mission dans chacun des deux pays semblait indispensable pour saisir toute différence entre les besoins de formation dans les deux pays. À ce stade, il n'a pas été possible de planifier un plus grand nombre de missions. Bien qu'utile et intéressant, il n'était pas non plus possible - pour des raisons de sécurité et de logistique - d'effectuer une partie des consultations dans les zones rurales où les principales activités de production du NUS sélectionné sont présentes. Par conséquent, les consultations ont été effectuées presque toutes dans les deux capitales ou dans leurs environs.
- B. Parmi les différentes catégories de parties prenantes présentes dans les chaînes de valeur NUS sélectionnées par le projet, des priorités ont été accordées aux quatre catégories suivantes : représentants des producteurs agricoles de NUS, organisations non gouvernementales, chercheurs, groupements de femmes. Nous savons que les quatre catégories ont des chevauchements partiels et inévitables. Cette priorité ne signifie pas que les consultations avec d'autres catégories ont été exclues, mais que le contact avec les quatre catégories mentionnées ci-dessus a été la priorité; et cela ne signifie même pas que l'importance de plusieurs autres catégories a été sous-estimée, comme les opérateurs et les entreprises qui traitent le conditionnement, la transformation, l'intermédiation, le marketing, la distribution des NUS sélectionnés, ainsi que toutes les parties prenantes sur le côté de la demande finale, ainsi que ceux des institutions publiques et internationales.
- C. Pour certaines catégories de parties prenantes, telles que les producteurs, les parties prenantes individuelles n'ont pas été consultées, mais plutôt des représentants d'importantes organisations de catégorie. Pour d'autres types de parties prenantes, comme les chercheurs, des individus suffisamment représentatives ont plutôt été contactées.
- D. Nous sommes partis d'une liste, aussi large que possible, des personnes et des organisations représentatives dont il était possible de trouver un contact. La liste a été construite sur la base : i) des activités précédentes de Roma Tre dans les deux pays pour maximiser et capitaliser à partir d'autres initiatives comme souhaité dans le programme DeSIRA ; ii) des suggestions des partenaires du projet, tout d'abord les deux universités africaines et l'AICS. Par la suite, toutes les parties prenantes de la liste ont été contactées – en particulier avec l'aide de partenaires africains. Sur la base de leurs réponses et de leur disponibilité, ils ont ensuite été inclus dans la consultation. Il n'a pas été possible de consulter toutes les parties prenantes prévues dans le l'Agenda préliminaire de la mission, en raison de défections et d'annulations de dernière minute. Pour cette raison, l'Agenda préliminaire de la mission doit être absolument considérée comme un plan provisoire, confirmée dans ses objectifs et ses réunions uniquement à la fin de la mission. De même, lorsque les missions en Burkina Faso et en Niger seront conclues, il sera possible et logique, sur la base de l'analyse des résultats, identifier la nécessité d'enquêtes supplémentaires.
- E. Pour obtenir informations de meilleures de qualité, également d'un point de vue scientifique, au lieu d'effectuer des consultations informelles, il a été décidé d'adopter certaines méthodes qualitatives qui garantissent une plus grande « signification » et « robustesse ». En particulier, dans la mesure du possible, la méthode « groupe de discussion » a été utilisée, lorsque cela n'était pas possible, des entretiens semi-structurés ont été réalisés. Dans les deux cas, l'activité a été planifiée et structurée avec attention et rigueur, préparant une grille de questions également calibrés sur les expériences disponibles dans la littérature scientifique et des demandes à soumettre aux participants à la suite des protocoles couramment utilisés.

- F. Le canevas du groupe de discussion et des entretiens semi-structurés ne visait pas simplement à détecter les « besoins de formation » des parties prenantes, c'est-à-dire dans un sens traditionnel, les lacunes cognitives, en particulier techniques, qui devraient être comblées pour encourager le développement du NUS. En utilisant une approche plus avancée, expérimentée depuis des années également dans le projet Agrinovia, il a plutôt été essayé de détecter tout d'abord le point de vue des parties prenantes sur l'état des connaissances locales sur la biodiversité, le NUS et leur importance. Deuxièmement, nous avons essayé de détecter l'existence de bonnes pratiques, de capacités et de ressources cognitives locales pertinentes desquelles commencer et tirer parti pour tracer un éventuel plan de formation. En outre, nous avons essayé de comprendre si les parties prenantes consultées étaient également des partenaires potentiels - pas simplement des bénéficiaires - dans la réalisation des unités de formation du plan.
- G. Puisqu'il n'est pas efficient de consulter les mêmes catégories de parties prenantes dans les deux pays, il a été décidé de donner la priorité au Burkina au système de recherche et aux ONG avec des interviews possibles également aux producteurs, et au Niger aux producteurs agricoles et aux femmes.

À la lumière des clarifications précédentes, le rapport de mission au Burkina Faso suivant ne doit pas être lu et interprété ni comme un document autonome, ni séparément de la relation de la deuxième mission qui suivra au Niger.

Malheureusement, pour les raisons indiquées ci-dessus et pour les conditions de travail difficiles dans les deux pays, une couverture à 360° n'est pas possible (en supposant qu'une telle couverture sert vraiment) de toutes les parties prenantes possibles et potentielles.

Cependant, nos choix méthodologiques ont été orientés pour obtenir la meilleure base d'informations possible sur la base des opportunités et des ressources réelles disponibles.

À cet égard, un élément important de réflexion dérive également du cadre général que nous avons l'intention de donner au plan de formation que nous produirons d'ici la fin de cette première année du projet. En anticipant certaines lignes directrices essentielles du plan de formation, nous aimerions souligner les points suivants :

- À notre avis, il serait incorrect d'imaginer un plan de formation « fermé » qui est établi de manière définitive, rigide, détaillée et exhaustive tout au cours de la première année. Bien qu'une première rédaction suffisamment large, générale, articulée et claire du plan doit nécessairement être produite à la fin de cette première année (également parce qu'elle représente une « output » très spécifique du projet), la vision du projet, également d'accord avec le coordinateur scientifique (CIHEAM-Bari) est celui d'un plan de formation « ouvert » qui peut et doit avoir des éléments importants de flexibilité et d'amendement qui permettent de le tester, de le modifier, de le spécifier, de l'intégrer et de l'améliorer au fur et à mesure. Nous avons besoin d'un plan dynamique et non d'un édit sculpté sur la pierre.
- Les possibles modifications, ajouts et améliorations peuvent dériver :
 - D'après d'autres consultations et interactions qui seront possibles dans les prochains mois, peut-être avec des parties prenantes pas encore consultées ou par des échanges en profondeur avec les parties prenantes déjà consultées ou avec les mêmes partenaires du projet.
 - D'après la même expérience que nous aurons dans la réalisation des différentes activités de formation : les résultats et les suggestions de ceux qui ont participé aux premières formations – en tant que formateur, en tant que facilitateur, en tant que bénéficiaire, etc. – nous permettra de comprendre comment corriger l'itinéraire

éventuellement. En effet, des « sujets » et des « méthodes de formation » qui ne sont pas envisagés dans la première version du plan peuvent émerger.

À la lumière de ces points, il est clair que bon nombre des limites des informations collectées au cours de cette première année et donc de nombreuses limites de la première version du plan de formation peuvent être surmontées grâce à un processus constant de mise à jour du plan, auquel tout le monde peut contribuer.

2. Contexte et objectifs de la mission

Dans le cadre de l'activité 2.2 « Formation et renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de valeur » l'Université Roma Tre, responsable de l'activité en collaboration avec les universités Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou et Abdou Moumouni de Niamey, a organisé du 6 au 14 avril 2022 une mission au Burkina Faso pour démarrer une évaluation participative des besoins de formation, comme prévu dans ses activités pour la première année du projet Sustlives.

L'objectif principal de cette mission a donc été celui de démarrer, en étroite collaboration avec les collègues de l'Université Joseph Ki-Zerbo, un processus de consultation participative afin d'identifier les possibles besoins de formation des acteurs impliqués directement ou indirectement dans les chaînes de valeur NUS, par le biais de l'organisation des groupes de discussion avec deux groupes d'acteurs (à savoir les enseignants-chercheurs et les représentants des ONGs) et des consultations bilatérales avec d'autres informateurs clés. Ce processus sera complété au cours des mois de mai et juin 2022 par une deuxième session de consultations au Niger. Les résultats de ces consultations constitueront, en synergie avec d'autres sources d'information (*i.* revue de la littérature ; *ii.* Résultats de l'enquête interne menée en décembre 2021 sur les compétences des partenaires Sustlives, à mobiliser pour les sessions de formation ; *iii.* Résultats de l'activité 2.1) la base pour l'élaboration d'un plan de formation qui sera mise en œuvre à partir des mois d'octobre/novembre 2022.

Le plan de formation qui sera rédigé à la suite d'une priorisation des besoins identifiés, constituera une première proposition partiellement flexible et adaptable à des possibles besoins spécifiques qui pourront émerger plus tard dans le projet (par exemple, des besoins de formation spécifiques à une chaîne de valeur en fonction de son niveau de développement ou à un groupe de bénéficiaires).

3. Réunion de coordination avec les partenaires Joseph Ki-Zerbo et validation de la méthodologie pour l'animation des groupes de discussion et la conduction de consultations bilatérales

Au cours de la première journée de la mission, nous avons organisé une réunion de coordination pour l'activité 2.2 avec l'équipe Joseph Ki-Zerbo composée par Prof. Nanèma, M. Romaric Nanèma et Mme Fanta Tietiambou pour discuter les détails organisationnels (salle, équipement, accueil) et les objectifs scientifiques de la mission et notamment l'organisation des focus groupes prévus pour le vendredi 8 avril (universitaires et chercheurs) et le mardi 12 avril 2022 (ONGs).

Nous avons partagé et co-validé un canevas des questions possibles pour l'animation et la conduction des travaux, ainsi que les objectifs pour chaque session de discussion (quatre sessions de 30 minutes chacune prévues). En particulier, nous avons convenu de commencer la discussion par un tour de table pour situer chaque participant par rapport à sa perception de l'importance de Nus et de la biodiversité en relation au développement communautaire, pour suivre avec un diagnostic des compétences à co-construire pour adresser les besoins et les obstacles des différents acteurs de la chaîne de valeur, y compris les universitaires (formation de formateurs et des étudiants, futurs professionnels du développement), pour accompagner un changement positif en faveur de la valorisation de Nus.

Nous avons convenu que les groupes de discussion seraient facilités par M. Romaric Nanèma, avec la collaboration du reste de l'équipe de Joseph Ki-Zerbo (Mme Tietiambou et Prof. Nanèma) et de collègues de Roma Tre (Mme Callari et Mme Caimi).

Canevas de questions pour la conduction des groupes de discussion et des entretiens semi-directives
<p>Note méthodologique</p> <p>Ce canevas peut servir de base pour la facilitation de groupes de discussion (et d'entretiens semi-structurés). Idéalement, la discussion pourra être structurée en quatre moments/blocs d'environ 30 minutes chacun, chaque bloc étant ancré à une question principale. Pour chaque question principale, des sous-questions sont aussi proposées. Les sous-questions ne doivent pas nécessairement être explicitées. Par exemple, dans le cas où la discussion ne serait pas suffisamment informative ou les participants sortiraient du focus, elles peuvent servir pour stimuler et/ou orienter les échanges. Les deux premiers blocs sont à considérer un « warm-up », alors que les sections 3 et 4 représentent le « cœur » de la discussion.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Brève présentation du projet Sustlives et de ses objectifs ; - Tour de table : chaque intervenant se présente au groupe (identité personnelle, professionnelle, expérience, poste, affiliation)
<p><u>Section 1 : Échanges sur la plus-value de la biodiversité et des NUS dans le développement communautaire</u></p>
<p>Objectif principal : avoir un aperçu de la perception et de l'expérience des participants par rapport à l'importance de la biodiversité et de la valorisation des cultures traditionnelles / négligées</p>
<p>Question clé :</p> <p>Selon votre avis et votre expérience, quel est l'impact/le rôle de la biodiversité, et en particulier des NUS, sur le développement et le bien-être communautaire ?</p>
<p>Sous-questions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quels sont les principales NUS que vous connaissez ? - Selon vous, quels aspects du développement sont liés à la biodiversité ? Comment la biodiversité peut-elle améliorer le bien-être des communautés ?
<p><u>Section 2 : Perception des obstacles et des limites liés au développement de la chaîne de valeur des NUS</u></p>
<p>Objectif principal : comprendre les conditions qui empêchent une plus grande diffusion des Nus et une plus forte valorisation de la biodiversité</p>

Question clé :

Quels sont les principales difficultés/obstacles/barrières auxquels la biodiversité et les NUS en particulier sont confrontés ?

Sous-questions :

- Y a-t-il des difficultés/obstacles/barrières que la biodiversité et en particulier les NUS rencontrent dans la consommation et parmi les consommateurs (urbains et ruraux) ? Si oui, lesquels ?
- Quels sont les domaines d'action pour améliorer et booster le rôle de la biodiversité et des NUS ?

Section 3 : Quelles compétences construire pour adresser les besoins et des limites des différents acteurs de la chaîne de valeur des NUS

Objectif principal : construire une liste des besoins/thématiques de formation des différents acteurs de la chaîne de valeur, selon la perception des participants

Question clé :

Dans le domaine de la biodiversité et notamment des NUS, quels sont les savoirs/savoirs faire les plus nécessaires pour soutenir le développement des chaînes de valeurs liées aux NUS à bénéfice des communautés ?

Sous-questions :

- Quelles compétences/savoirs pourraient/devraient être développés/renforcés davantage par des sessions de formation ?
- Sur quels sujets/thématiques spécifiques les formations devraient se concentrer ? (Si possible, établir un classement des sujets prioritaires).
- Quels acteurs de la chaîne auraient besoin d'une formation ?
- Pourriez-vous indiquer si des formations ont déjà été dispensées sur ces sujets par d'autres institutions ?
- Quelles sont, selon vous, les méthodes/approches de formation les plus appropriées dans ce contexte ?

Section 4 : Collaborations possibles en matière de formation

Objectif principal : explorer des possibles formes de collaboration avec les participants ou leurs structures d'appartenance par rapport à l'organisation des futures sessions de formation

Question clé :

Seriez-vous disponible (personnellement et/ou en tant qu'organisation) pour intervenir/contribuer, en tant que formateurs, dans les sessions qui seront organisées à partir de l'automne 2022 ?

Sous-question :

- Si oui, sur quels sujets pourriez-vous intervenir ?

4. Groupe de discussion avec les enseignants et les enseignants-chercheurs (vendredi 8 avril 2022)

Ce premier groupe de discussion a été organisé dans le but de consulter les acteurs de l'université et de la recherche pour une analyse des possibles besoins de renforcement des capacités des différents acteurs, dans le cadre de la valorisation des cultures négligées et de la biodiversité en général. Les enseignants-chercheurs convoqués étaient issus des disciplines différentes, ce qui a permis un éclairage multidisciplinaire de la problématique abordée (la liste des participants est disponible en Annexe 1.1).

La rencontre a commencé par une présentation du projet Sustlives et notamment de l'Activité 2.2, ainsi que des objectifs du groupe de discussion. Après un tour de table de présentation des participants, le groupe a partagé une définition de la biodiversité et des Nus (ensemble de plantes à haut potentiel de valorisation grâce à leur valeur nutritive aussi bien que culturelle, qui ne bénéficient pas de l'attention qu'elles méritent, notamment de la part de la recherche institutionnelle, davantage axée sur les cultures céréalières et le coton). Des exemples ont été cités parmi lesquelles on compte les espèces suivantes : igname, taro, toutes les légumes feuilles, vouandzou. Le groupe a ensuite démarré des échanges sur la plus-value des NUS dans le développement communautaire, en soulignant comme les Nus adéquatement valorisées peuvent contribuer à :

- La création d'opportunités économiques/sources de revenus à différents niveaux (petit commerce dans les marchés locaux avec le potentiel de « remonter » dans la chaîne de valeur sur les marchés urbains, régionaux, jusqu'à l'exportation) et avec de possibles retombées genre ;
- La diversification et la résilience des systèmes agro-alimentaires, en améliorant la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages, notamment dans la période de soudure ;
- L'adaptation aux défis climatiques et agroécologiques du contexte sahélien (il s'agit de cultures adaptées aux environnements marginaux, moins vulnérables au changement climatique, à faibles intrants et conduits en culture associée, utilisées comme aliments et médicaments) ;
- La valorisation et la reconnaissance des savoirs locaux et traditionnels et le renforcement de l'identité sociale et territoriale (mets locaux « incontournables » dans les cérémonies comme les mariages, les funérailles, etc.) ;
- La sauvegarde de l'environnement (cultures adaptées aux pratiques agroécologiques, qui ne nécessitent pas d'herbicides/pesticides et qui contribuent à la régénération des sols).

Une fois ces aspects identifiés et validés, confirmant qu'une action en appui à la valorisation des NUS se montre pertinente et souhaitable dans le contexte de référence, le groupe a entamé une discussion sur les obstacles et les limites au développement et à la valorisation des NUS en référence aux divers groupes d'acteurs (directs et indirects) concernés. Les résultats de cet exercice sont résumés dans le

Tableau 1.1.

Tableau 1.1. Résultats de la discussion avec les enseignants et les enseignants-chercheurs.

Acteurs de la chaîne de valeur		Difficultés et contraintes
Semenciers	- Chercheurs	<ul style="list-style-type: none"> - Faible nombre d'espèces prises en charge - Faible organisation du système semencier - Manque d'accompagnement des structures techniques - Faible implication d'acheteurs institutionnels
	- Paysans	<ul style="list-style-type: none"> - Reproductibilité de la semence, conditionnement, conservation - Reconnaissance - Organisation - Faible connaissance des normes
Producteurs	- Paysans individuels	<ul style="list-style-type: none"> - Accès au marché - Capacité et opportunité d'association - Accès à la terre et aux équipements adaptés à la production et aux opérations post-récoltes - Difficultés de conservation - Manque d'itinéraires techniques formels - Difficultés d'accès à la semence - Méconnaissance du potentiel des plantes - Stigmatisation et manque de reconnaissance - Accès à l'information (technique, commercial, nutritionnelle) avec attention aux aspects genre, statut social et barrière linguistiques - Manque de capacitation de développement personnel/professionnel - Faible connaissance des normes
	- Paysans organisés	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'encadrement dans les stratégies de prévention et de gestion des conflits - Problème de management des organisations et de leadership - Manque de compétences managériales - Accès au marché - Accès à la terre et sécurisation - Accès aux équipements adaptés à la production et aux opérations post-récoltes - Difficultés de conservation - Manque d'itinéraires techniques formels - Difficultés d'accès à la semence - Méconnaissance du potentiel des plantes - Faible capacité de négociation et de plaidoyer - Accès limité à l'information sur les opportunités : finance, marchés, équipement,

Acteurs de la chaîne de valeur		Difficultés et contraintes
		<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau de professionnalisation - Faible connaissance des normes
Transformatrices		<ul style="list-style-type: none"> - Accès au marché - Capacité et opportunité d'association - Accès aux équipements adaptés à la transformation - Accès au financement - Difficultés de conservation - Manque de procédés techniques formels - Difficultés d'accès à la matière première (quantité et qualité) - Méconnaissance du potentiel nutritionnel et thérapeutique des plantes - Faible visibilité - Accès limité à l'information sur les opportunités de financement de marché et de renforcement des capacités - Faible capacité d'innovations en matière de transformation - Manque de capacitation de développement personnel/professionnel - Faible propension à l'anticipation - Faible capacité de gestion - Manque de compétitivité des produits - Faible connaissance des normes
Commerçants		<ul style="list-style-type: none"> - Capacité et opportunité d'association - Accès aux équipements adaptés au transport et à la conservation - Accès au financement - Difficultés de conservation - Problème de gestion des stocks - Manque de procédés techniques formels - Difficultés de collecte des productions (quantité et qualité) - Faible réseautage des acteurs de la chaîne - Faible contractualisation - Accès limité à l'information sur les opportunités de financement de marché et de renforcement des capacités - faible capacité d'innovations - Faible capacité de gestion - Faible connaissance des normes

Acteurs de la chaîne de valeur		Difficultés et contraintes
Consommateurs finaux		<ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité - Qualité - Régularité - Adaptation du produit proposé aux habitudes culinaires - Coût - Manque d'information sur la valeur nutritionnelle, sociale et culturelle - Préjugés sur certains mets à base de NUS - Manque de communication sur les NUS et leurs potentiels - Faible développement de stratégies de sensibilisation sur les bonnes habitudes alimentaires
Exportateurs		<ul style="list-style-type: none"> - Accès au marché - Faible connaissance des normes - Faible capacité de marketing à l'échelle internationale - Capacité et opportunité d'association - Accès aux équipements adaptés au transport et à la conservation - Accès au financement - Difficultés de conservation - Problème de gestion des stocks - Manque de procédés techniques formels - Difficultés de collecte des productions (quantité et qualité) - Faible réseautage des acteurs de la chaîne - Faible contractualisation - Accès limité à l'information sur les opportunités de financement de marché et de renforcement des capacités - Faible capacité d'innovations - Faible propension à l'anticipation - Faible capacité de gestion

Ensuite, le groupe a procédé, en fonction des problématiques identifiées, à identifier des possibles thématiques/besoins de formation qui pourraient contribuer à adresser les contraintes susmentionnées, bien que certains aspects structurels identifiés (par exemple, la faible prise en compte des Nus dans la recherche formelle et dans les politiques agricoles institutionnelles ou le manque d'accès à des équipements adaptés à la production et à la transformation) exigent le recours à une approche systémique et multidimensionnelle (sensibilisation, communication, plaidoyer auprès de *décideurs politiques*, accès aux ressources).

Il a été noté qu'une partie importante des besoins de formation technique se focalisent sur les aspects de production et de conservation des cultures, donc dans les premiers maillons de la chaîne de valeur, aspects qui ont ensuite un impact surtout en termes de qualité et régularité de la production. Les participants ont notamment cité des besoins de formation sur les techniques de reproduction, conditionnement et conservation des semences, dans une optique de mise en communication entre les systèmes de recherche formels (e.g. université) et les savoirs traditionnels, ainsi que sur les pratiques pré et post-récolte et de gestion des stocks (afin de réduire les pertes dues à contaminations, attaques de ravageurs, altérations biochimiques et physiques tout en préservant la qualité du produit pour la consommation et/ou le marché) et sur les pratiques de production

agroécologiques durables. Des formations sur les techniques innovantes de transformation des NUS, axées sur la préservation des valeurs nutritionnelles, la qualité et la sécurité sanitaire du produit final (*food safety*) et sur leur attractivité sur le marché (aussi par rapport à la facilité d'utilisation et de préparation pour les consommateurs) ont également été citées comme pertinentes. Les intervenants ont ensuite procédé à l'identification des besoins de formation pour l'accompagnement à l'entrepreneuriat et aux start-ups dans le domaine *agroalimentaire (aussi en promouvant le partage des « success stories » d'anciens étudiants de l'UJKZ qui ont réussi comme entrepreneurs agroalimentaires)* et sur l'analyse des marchés et développement des chaînes de valeurs Nus, dans une logique de mise en partenariat entre les différents acteurs de la chaîne et une attention aux aspects genre (formations à l'intention soit des étudiants/chercheurs, soit des acteurs de la chaîne eux-mêmes). La création de groupes noyaux/plateformes multi-acteurs composés par des représentants de chaque maillon de la chaîne de valeur des différents Nus pourrait servir à faciliter ces échanges et, le cas échéant, des formations ad hoc pourraient être proposées pour l'accompagnement de ces groupes.

Un autre aspect émergé lors de la discussion a été l'importance de renforcer les compétences sur les cadres normatifs/législatifs, soit au niveau production (notions sur le régime agraire et foncier – RAF notamment les lois et leurs applications, l'accès sécurisé à la terre pour les femmes, les hommes et les jeunes), soit en remontant sur la chaîne de valeurs jusqu'au niveau des transformateurs, des commerçants et des exportateurs (étiquetage, droit des contrats spéciaux, droit commercial, standards de l'Union Européenne). Plusieurs participants ont aussi souligné la nécessité de renforcer les capacités des organisations paysannes (groupements, associations, coopératives) dans la structuration et dans la gestion de leur action collective (par exemple capacités de *négociations avec les acheteurs*, agriculture contractuelle, entrepreneuriat, gouvernance, gestion des bilans en régime de transparence, gestion des conflits, rédaction de demandes de subvention et sources de financement, leadership, plaidoyer).

Une problématique transversale citée par plusieurs intervenants a été la méconnaissance généralisée (parfois accompagnée d'une sorte de stigmatisation de certaines Nus perçues comme « nourriture des pauvres ») sur le potentiel nutritionnel, écologique, culturel et économique des Nus. Le groupe a encouragé l'organisation de formations et d'ateliers de réflexion au profit de plusieurs groupes d'acteurs (étudiants, chercheurs, enseignants, vulgarisateurs et staff des ONG, fonctionnaires publiques, représentants des organisations paysannes) portant sur l'impact des NUS en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés rurales, sur leur potentiel en termes de création d'opportunités économiques et d'entreprises (avec un accent sur les opportunités pour les femmes et les jeunes), sur leur rôle de catalyseurs de l'identité sociale et territoriale et sur leur contribution positive aux défis écologiques. Par exemple, en raison de leur rôle clé dans la gestion de la nourriture au sein du ménage, les groupements de femmes dans les communautés impliquées dans le projet pourraient bénéficier d'échanges (avec des nutritionnistes, des vulgarisateurs, mais aussi avec d'autres groupements féminins qui ont déjà été formés) sur les méthodes de préparation axées sur la nutrition des mets à base des Nus. À cet égard, il a été remarqué le rôle crucial des actions de sensibilisation, d'éducation et de communication pour accompagner et promouvoir un changement de comportement et d'attitude vis à vis des Nus et de leur potentiel multidimensionnel, soit chez les acteurs du milieu rural (producteurs et consommateurs), soit chez les consommateurs potentiels en contexte urbain, y compris les restaurateurs, afin de stimuler une dynamique de mise en relation et communication entre le côté offre et le côté demande des Nus. Dans ce sens, les activités de formation et de sensibilisation peuvent se renforcer mutuellement, même par l'organisation d'initiatives

conjointes (journées du goût, démonstrations culinaires, visites d'échanges entre producteurs/trices et restaurateurs/trices).

À côté du renforcement des compétences de savoir-faire technique, le groupe a également encouragé le renforcement, notamment au bénéfice des étudiants et des *chercheurs* futurs agents de *développement, des formateurs et des professionnels qui déjà travaillent dans le domaine du développement rural*, des compétences transversales de savoir-être pour l'accompagnement et l'écoute des besoins des communautés. Dans ce sens, en capitalisant sur l'expérience avérée de l'approche Agrinovia, des possibles thématiques de formation ont été discutées, à savoir : i) approches innovantes d'appui et de valorisation des pratiques et des logiques d'innovation paysanne et leur mise en communication avec les savoirs « formels » ; ii) construction et gestion des partenariats en milieu rural ; iii) dynamiques de co-recherche et de recherche-action participative ; iv) communication et participation communautaire ; v) *démarches de conscientisation* des acteurs et des actrices du monde rural sur leur pouvoir et leur capacité d'agir pour améliorer leurs propres conditions de vie.

Par rapport aux possibles collaborations aux activités de formation, les participants ont exprimé leur disponibilité à contribuer en tant que formateurs aux sessions qui seront organisées, et une coopération notamment avec le Bureau de transfert de technologie et d'incubation (en ce qui concerne l'accompagnement à l'entrepreneuriat) et le Département de linguistique UFR- LAC (en ce qui concerne les compétences de traduction/communication) de l'Université Joseph Ki-Zerbo, a été envisagé.

5. Consultation avec l'ONG Afrique Verte @ Université JKZ. Participants : M. Narcisse Ouedraogo, Mme Fanta Tietiambou, Prof. Jacques Nanema, Mme Joelle Caimi, Mme Valentina Callari

Afrique Verte nous a situé par rapport aux activités de formation que l'ONG organise dans le pays. Avec 12 projets actifs au Burkina, Afrique Verte implémente divers modules qui visent le renforcement des capacités des organisations paysannes, sur deux axes principaux : i) renforcement des compétences de gouvernance (administration, rédaction de bilans, accès et gestion du crédit, etc.) et ii) formations thématiques et techniques à différents niveaux de la chaîne de valeur, de la production orientée aux marchés, jusqu'à l'export. Durant les échanges, nous avons convenu que, en termes de Nus, les besoins de formation les plus urgents se réfèrent à :

- Tous les aspects liés au marketing / promotion des produits (amélioration de la qualité et de la visibilité des Nus et des produits dérivés, gestion des stocks, emballage, étiquetage, communication), dans un contexte de regain d'intérêt pour les mets locaux de plus en plus appréciés pour les services traiteur (pauses café et déjeuner) au cours d'évènements institutionnels, des cérémonies, des ateliers, ce qui offre un marché potentiel. Dans ce sens, l'organisation de journées promotionnelles pourrait représenter à la fois une occasion de promotion/sensibilisation et de formation sur la plus-value des NUS, ainsi que des points de prise de contact entre les transformateurs et les restaurateurs/trices et les associations de producteurs ;
- Accompagnement sur les innovations et la diversification en matière de transformation des Nus pour favoriser leur commercialisation au niveau national et international ;

- Appui et promotion de l'entrepreneuriat agroalimentaire (notamment pour l'emploi et autonomie économique des femmes et des jeunes) ;
- Compétences de structuration (reconnaissance juridique en relation à la loi 14/99 portant sur la réglementation des sociétés coopératives et groupements au Burkina Faso, diagnostic participative des objectifs de production, aspects genre) et de gestion (comptabilité, accès et gestion du crédit, budgétisation, gestion des conflits, organisation de la vie associative) des groupements et des coopératives de producteurs/trices ou des petites unités de transformation que, surtout dans le cas des Nus, pourrait aider à créer des économies d'échelle et d'opportunités d'accès aux marchés.
- Techniques de production et de post-production agroécologiques.

Afrique Verte a aussi partagé des indications par rapport aux méthodes pédagogiques les plus appropriés et efficaces dans le contexte de référence. Si d'un côté des sessions de formation plus « formelles » pourraient être organisées en ville au profit des responsables des OPs, des étudiants et d'autres acteurs de la société civile, les acteurs de la base bénéficieraient davantage de l'organisation et de la facilitation de visites et de voyages d'échanges d'expériences inter-OP, de démonstrations, de débats et de témoignages (par exemple, témoignages des femmes transformatrices qui sont devenues entrepreneuses à succès), toujours en considérant les contraintes de temps associées au calendrier agricole et aux tâches ménagères. Il a aussi été noté la pertinence de créer, au sein de sessions de formation, des occasions d'échanges entre les acteurs « demande » (restaurateurs et transformateurs de la ville) et les acteurs « offre » (ex. groupements de femmes) afin de promouvoir une approche d'intégration de filière.

6. Consultation avec l'ONG Corade @ siège Corade. Participantes : Mme Gifty Narh Gueilla (Directrice Corade), M Mme Joelle Caimi, Mme Valentina Callari.

L'Agence CORADE est une agence de conseil et un bureau d'études burkinabé, crée en 2005, spécialisée dans le développement rural et dans l'accompagnement des individus et des communautés pour développer leurs compétences personnelles et collectives dans la prise en charge des défis du développement. Sur la base de son expertise et de son expérience, Mme Gueilla a remarqué le rôle joué par les NUS (notamment les plants/légumes feuilles) pour la sécurité alimentaire et la résilience des ménages ainsi que pour l'épanouissement/autonomisation des femmes et des jeunes dans la dynamique socio-culturelle communautaire. En effet – a-t-elle ajouté - pendant la période de soudure, les femmes ne reçoivent que des céréales de leurs maris et, en même temps, elles ne reçoivent pas l'argent pour acheter des condiments. C'est surtout dans cette période, que les NUS deviennent un complément nutritif vital pour assurer la sécurité alimentaire des ménages ainsi que des ressources à utiliser (comme cadeaux par exemple) dans les cérémonies traditionnelles et dans les événements sociaux pour garantir la participation à la vie sociale et communautaires.

Par rapport au NUS sélectionnées par le projet, Mme Gueilla a noté que certaines entre elles sont déjà objets d'une filière assez développée comme la moringa (en poudre et huile) et la patate douce (filiale boulangère en utilisant sa farine, riche en vitamine A, et qui est très appréciée). Un exemple très

intéressant est représenté par l'huile de moringa, qui se montre d'un grand intérêt dans le domaine de la bio-cosmétique et qui est vendu très cher sur le marché.

Pour ce qui concerne les compétences plus urgentes à renforcer, elle a mis en évidence :

- Les compétences techniques et spécifiques pour améliorer et augmenter la production à travers une meilleure gestion des herbicides, l'utilisation des pratiques agroécologiques, à savoir comment planifier la culture maraîchère et combiner les plantes différentes en raison de leurs spécificités, la technique de fabrication et de gestion de la fumure organique. En particulier, Mme Gueilla a donné comme exemple la pratique de culture de jardins nutritifs. Ces jardins sont conçus en fonction de la valeur nutritive des plantes cultivées et qui comprennent des cultures maraîchères ainsi que des arbres comme le baobab, la moringa, et ils ont le double avantage de nourrir les ménages ainsi que d'offrir des revenus substantiels ;
- Les capacités organisationnelles pour monter et gérer des associations/groupements en termes de formation à la vie associative, formation de gestion des crédits et du cahier des charges et de comptes, formation pour la gestion des conflits internes, formation pour la connaissance des droits et règlements pour l'accès à la terre. Toutes ces compétences sont importantes surtout pour les associations ou regroupement des femmes afin d'augmenter i) leur capacité d'accès à la terre, aux forages d'eau, aux crédits ainsi que ii) la capacité de négocier sur le marché ;
- Les capacités de transformation en termes de i) formations spécifiques et techniques pour l'utilisation de la technologie à disposition et ii) formations aux différentes techniques possibles pour la valorisation des produits (notamment en se basant sur les résultats de l'analyse de la chaîne de valeurs) ;
- Les capacités par rapport à la transformation, à la commercialisation et au marketing en termes de formation pour le respect de certains standards de qualité nécessaires pour être vendus dans des marchés spécifiques ainsi que pour la certification BIO ;
- Les capacités pour ce qui concerne le monde de la restauration, notamment les restauratrices, par rapport à l'innovation dans la préparation et combinaison des plats en fonction de la valeur nutritionnelle. Elle suggère aussi d'accompagner cette activité par l'organisation de séances de dégustation et de foires locales pour présenter et valoriser les mets ainsi que des petits concours culinaires pour stimuler la créativité.

Mme Gueilla a également souligné l'importance et l'efficacité des voyages d'échanges pour le partage des bonnes pratiques entre pairs ainsi que la méthode de bilan de compétences, de l'auto-évaluation et l'évaluation entre pairs (en tant qu'innovation sociale). Ces voyages d'échanges permettent la définition participative des critères et l'évaluation par rapport à ces critères de la part des autres groupes pour déclencher une démarche motivationnelle 'pour mieux faire' (auto-progrès), et renforcer l'identité territoriale en tant que faite entre pairs et pas par des techniciens étrangers.

En effet, elle a remarqué que la prise de conscience, le bilan de compétences des acteurs et l'autonomisation restent des aspects fondamentaux pour la réussite des nouvelles pistes entrepreneuriales et pour leur durabilité.

7. Consultation avec l'Association Watinoma @ siège Watinoma – Koubri. Participants : Hado Hima (Président Watinoma), M. Hadbila Hima, Prof. Jacques Nanéma, Mme Joelle Caimi, Mme Valentina Callari.

L'association Watinoma est une association burkinabé, supportée par une organisation italienne de volontariat, qui s'occupe du développement durable, en promouvant les pratiques agroécologiques basées sur la régénération des sols, le microclimat local, la diversification des cultures et la conservation de la biodiversité au profit de la sécurité alimentaire des communautés.

Sur la base de cette expérience, M. Hado Hima, a met l'accent sur les difficultés de la population liées à la production agricole, dues surtout au recours à des pratiques agricoles inadaptées et non durables, en particulier à l'utilisation des engrais chimiques et des herbicides/pesticides inappropriés.

D'ici M. Hima a donc remarqué la nécessité de renforcer les capacités des paysannes, notamment des femmes, par rapport aux :

- Techniques agroécologiques, y compris les caractéristiques des sols, les techniques de compostage, la combinaison de plantes, et la gestion des ravageurs ;
- Connaissance de la valeur nutritionnelle des NUS et utilisation et combinaison des aliments pour assurer la sécurité alimentaire des ménages ;
- Techniques de conservation (lieu plus adapté, gestion de ravageurs, etc.) transformation (différentes pistes d'utilisation et exploitation) et commercialisation (individuation du marché et marketing) avec une attention particulière aux normes et pratiques à respecter pour garder la valeur nutritionnelle des produits ;
- Connaissance des règlements et application des procédures pour la certification BIO nécessaire pour commercialiser les produits sur des marchés spécifiques ;
- Organisation et gestion des associations et regroupement en termes de leadership, gestion de la vie associative, élaboration d'un plan entrepreneurial, gestion du cahier des charges et des comptes, gestion des conflits, etc.

M. Hima a également souligné l'importance de la sensibilisation sur la valeur culturelle des pratiques agroécologiques, qui renvoient à des pratiques ancestrales et traditionnelles. Cet aspect – a-t-il ajouté - agit en tant qu'élément motivateur portant sur l'identité territoriale. Pour ça, Watinoma utilise souvent le théâtre forum et la musique pour entrer en contact et dialoguer avec les communautés. C'est à travers ces pratiques que les gens se sentent partie prenante d'une dynamique qui les met au centre du processus de développement.

Pour ce qui concerne les méthodes de vulgarisation et promotion des NUS, M. Hima a mis en évidence les visites d'échanges comme une démarche d'apprentissage importante, permettant d'introduire des changements des pratiques dans les exploitations agricoles familiales. Par exemple, pour ce qui concerne la moringa, il a remarqué que les échanges entre les associations de femmes qui avaient adopté des pratiques agricoles écologiques, et qui avaient abandonné l'utilisation des herbicides et pesticides chimiques, ont été particulièrement fructueux, car ils ont permis de donner des exemples concrets et palpables et de susciter l'intérêt de celles qui étaient sceptiques sur les pratiques écologiques, surtout par rapport à l'efficacité, à la productivité et à la rentabilité de la méthode agricole. Les visites d'échanges – a-t-il souligné - peuvent également déclencher ou amplifier la motivation au changement à la fois a) chez les femmes qui montrent leur expérience et réussite,

devenant un instrument de fierté et d'émancipation ainsi que b) chez les femmes qui reçoivent les visites, comme exemple de bon fonctionnement de l'association.

8. Groupe de discussion avec les ONGs (12 avril 2022)

Le deuxième Focus Group (FG) a été organisé avec les représentants des ONGs et associations qui mènent des projets axés sur la valorisation de la biodiversité et l'agroécologie. La liste des participants au FG est disponible dans l'Annexe 1.2.

La rencontre a commencé par une rapide introduction du projet Sustlives et notamment de l'Activité 2.2, ainsi que par la présentation des objectifs du groupe de discussion. Après un bref tour de table des participants, le groupe a été invité à donner une définition de biodiversité et NUS et à s'interroger sur leur importance pour le bien-être des individus et communautés.

Par rapport à la définition de NUS, les participants ont souligné comment le terme 'négligées' se réfère au fait d'être été ignorées et marginalisées par les décideurs politiques en les excluant de l'investissement en recherche et développement. Cela a déterminé très peu d'avancées en matière de production, conservation et transformation, ainsi que peu d'études liées à leur contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et aux autres dimensions du développement. Le terme « sous-utilisées » se rapporte, donc, à leur potentiel inexploité.

En abordant la contribution de la biodiversité et des NUS aux différentes dimensions du développement, les participants ont remarqué l'importance d'encadrer l'apport de ces espèces dans de multiples dimensions, jouant un rôle fondamental dans les domaines i) de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ii) des dynamiques sociales et culturelles y compris la question relatives au genre aux aspects liés à la valorisation des savoirs et savoir-faire locaux et à l'identité territoriale, iii) de l'économie, iv) de l'environnement et de l'écologie, et, pour certaines, v) de la médecine, en tant que plantes curatives, médicinales. Le groupe a aussi convenu que, si l'aspect économique reste important, les dynamiques sociales et les aspects culturels influencent la façon dont les communautés perçoivent et utilisent les NUS et, au même temps, représentent des éléments motivants fondamentaux pour la durabilité du changement.

Ensuite les participants ont entamé une discussion sur les obstacles et les limites au développement et à la valorisation des NUS, et sur le renforcement des capacités au profit des acteurs directs et indirects concernés, nécessaire pour déclencher le potentiel de ces plantes au bénéfice des communautés.

Un problème général et transversal a été identifié dans le manque de transmission intergénérationnel des savoirs et savoir-faire locaux par rapport au potentiel de ces plantes, surtout pour ce qui concerne les aspects alimentaires et nutritionnels. Le groupe a remarqué que ce problème découle directement du manque de valorisation des connaissances endogènes, ancrées dans les traditions de la communauté et dans les expressions de l'identité territoriale. Ils ont ajouté, aussi, que cette attitude est aussi renforcée par la tendance à ne pas valoriser les connaissances endogènes considérées comme ne provenant pas du « monde moderne », donc n'étant pas validées par la méthode scientifique. Ce qui cache un problème psychologique par rapport aux connaissances endogènes et savoirs locaux qui se trouvent donc déclassifiés au titre de « savoirs pauvres ».

Concernant ce problème, le groupe a souligné le rôle fondamental que joue le système éducatif et d'instruction dès l'école primaire jusqu'à l'enseignement supérieur et professionnel. On note ainsi l'importance d'intervenir dans le système d'enseignement en termes de renforcement de capacités (des enseignants, des encadreurs et de la communauté éducative). Pour ce qui concerne les premiers cycles d'enseignement, c'est important d'organiser des campagnes éducatives favorisant l'inclusion des cultures locales et traditionnelles dans les programmes scolaires, par la culture de ces plantes dans les jardins scolaires et par l'utilisation de ces aliments dans les repas scolaires, en valorisant leur importance en tant que moyens de subsistance et de bien-être des communautés locales. Au niveau de l'enseignement supérieur et professionnel, il est nécessaire d'envisager des formations axées sur une analyse interdisciplinaire du rôle de NUS et sur une approche holistique et participative de la chaîne de valeurs en renforçant à la fois a) les compétences techniques pour une analyse correcte des principales contraintes et du potentiel de la production, de la transformation et de la commercialisation, axée sur la nutrition, incluant la dimension culturelle et de genre, et pour l'utilisation d'une approche méthodologique permettant d'identifier, de mobiliser, de valoriser et de capitaliser les savoirs locaux ainsi que b) les compétences fonctionnelles, à savoir celles qui permettent de 'se connecter' avec le milieu et d'en comprendre la complexité, telles que les capacités d'appuyer des processus d'innovation endogènes et de mettre en place des dispositifs d'interaction et de collaborations entre les différents acteurs du monde rural. Par la même occasion, le groupe a remarqué qu'il faut mener des campagnes de sensibilisation et de promotion auprès des communautés sur l'importance des savoirs locaux et de leur transmission, en renforçant le sens d'identité territoriale à travers une reconnaissance publique de détenteurs de savoirs. En effet, ils ont ajouté, il est important de reconnaître que la motivation principale des activités n'est pas d'accroître simplement les richesses mais de jouer un rôle significatif dans la communauté.

Pour ce qui concerne la dimension alimentaire et nutritionnelle, le groupe a souligné la nécessité de renforcer les compétences à différents niveaux. Il s'agit des compétences spécifiques par rapport à la compréhension de la valeur nutritionnelle et à l'importance des NUS pour la sécurité alimentaire des ménages au profit a) des producteurs et productrices (pour leur faire comprendre leur rôle social et l'importance de cultiver ces espèces), b) des transformatrices, y compris les restauratrices (pour valoriser les produits en exploitant différentes techniques de transformation et préparation de mets, toujours en respectant les normes pour garder la valeur nutritive des aliments), ainsi que c) des étudiants, des enseignants-chercheurs et des chercheurs, et des agents de développement pour approfondir la problématique de la sécurité alimentaire et en particulier l'analyse des NUS sur le plan nutritionnel et stimuler, en même temps, la recherche pour supporter et valider les résultats. Les participants ont en ce sens souligné l'importance a) d'organiser des ateliers de réflexion et sensibilisation entre les chercheurs, les agents de santé et les représentants des institutions pour intégrer la problématique dans les politiques, et b) de prévoir de campagnes de sensibilisation pour les consommateurs pour promouvoir la consommation des NUS avec les doubles buts d'informer sur la valeur nutritionnelle et d'influencer les comportements alimentaires ainsi que de stimuler la demande de ces espèces. Le groupe a remarqué aussi le lien entre la dimension de la sécurité alimentaire et la dimension productive, d'où l'importance de renforcer les compétences des producteurs et, surtout des productrices, par rapport à la gestion des semences, à l'amélioration, l'augmentation et la stabilisation de la production dans le cadre d'une approche agroécologique, à la récolte et conservation, notamment pour éviter problèmes de contamination et de perte de la production.

Les participants ont ensuite souligné la nécessité d'un renforcement des compétences sur la thématique de l'agroécologie, même au niveau des autres acteurs indirects, tels que les agents des ONGs, les représentants des OP, le monde académique et institutionnel.

Par rapport au domaine social et culturel, le groupe a mis en évidence les besoins de renforcements des capacités notamment au profit des groupes vulnérables (jeunes et femmes) par rapport à leur capacités de s'organiser, de gérer l'association ou le regroupement, de connaître les lois et le droit foncier et les différentes démarches administratives qu'ils peuvent entreprendre pour avoir accès aux moyens de production (terre, point d'eau, crédit, etc.), et, enfin, éventuellement de faire du plaidoyer. Le renforcement des capacités de gestion managériale du business et de marketing est aussi ressorti comme pertinent, ainsi que le besoin de renforcement des capacités personnelles pour la prise de conscience des compétences personnelles des acteurs (bilan de compétence) afin de pouvoir démarrer des entreprises.

Par rapport aux vertus médicinales des NUS, il a été rappelé la nécessité de renforcer les compétences des praticiens en termes de gestion de leurs savoirs, de capacités de partage de ce savoir dans le respect de leur droit, et de valorisation. Une formation spécifique serait fort utile et bénéfique pour les transformateurs/trices sur le processus de transformation, de traitement, de stockage des produits utilisés dans la médecine traditionnelle. Également au niveau de la recherche, les participants ont considéré le besoin de renforcer les compétences en termes de reconnaissance et validation du potentiel curatif de ces plantes.

Tableau 1.2. Résultats de la discussion avec les ONG

Aspects des développements	Obstacles/criticité spécifiques	Obstacles/criticités transversaux	Acteurs impliqués	Besoins en termes de renforcement de capacités
Dimension Alimentaire et Nutritionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Méconnaissance de la valeur nutritionnelle - Faible disponibilité des produits - Manque de sensibilisation par rapport à la diversité des recettes culinaires - Manque de différentes techniques de transformation pour une utilisation différenciée 	<ul style="list-style-type: none"> - Problème de transmission intergénérationnelle de savoirs sur les plantes négligées et les techniques de production - Manque de vulgarisation et promotion - Manque de la valorisation de la 'qualité multidimensionnelle' - Absence de plaidoyer - Approche inadaptée des politiques publiques au niveau rural et paysan - Manque d'inclusion dans les programmes d'éducation pour la valorisation des savoirs locaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Producteurs - Transformateurs - Consommateurs - Recherche - Agents de santé - Ministère de l'Agriculture et de la Santé - ONG - Restauratrices - Media 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation sur les pratiques de production - Sensibilisation aux consommateurs sur la valeur nutritionnelle - Ateliers d'échange entre les chercheurs, les agents de la santé et les ONG - Formations sur les techniques de transformation et préparation des repas
Dim. Sociale et Culturelle	<ul style="list-style-type: none"> - Accès des femmes à la terre 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible sense d'identité communautaire et territoriale 	<ul style="list-style-type: none"> - Groupement et associations des femmes - Groupes défavorisés - Autorités coutumières, 	<ul style="list-style-type: none"> - Ateliers de plaidoyer - Formation des femmes sur les règlements en matière foncier (cadre juridique)

Aspects des développements	Obstacles/criticité spécifiques	Obstacles/criticités transversaux	Acteurs impliqués	Besoins en termes de renforcement de capacités
			religieuses et étatiques	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des femmes sur la démarche administrative et de gestion pour disposer des moyens de production
Dim. Savoirs locaux/Identité territorial	<ul style="list-style-type: none"> - Non valorisation des savoirs endogènes - Non valorisation des savoir pas scientifiques - Négligence des structures d'accompagnements 		<ul style="list-style-type: none"> - Communautés - Détenteurs des savoirs - Consommateurs - Système éducatif - Transformateurs - Restauratrices - Recherche 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation de la communauté sur l'importance et sur le cadre dans lequel les savoirs locaux peuvent être valorisés et transmis (un cadre qui les reconnait le droit) - Formation des chercheurs sur les mécanismes d'identification, valorisation et capitalisation des savoirs locaux

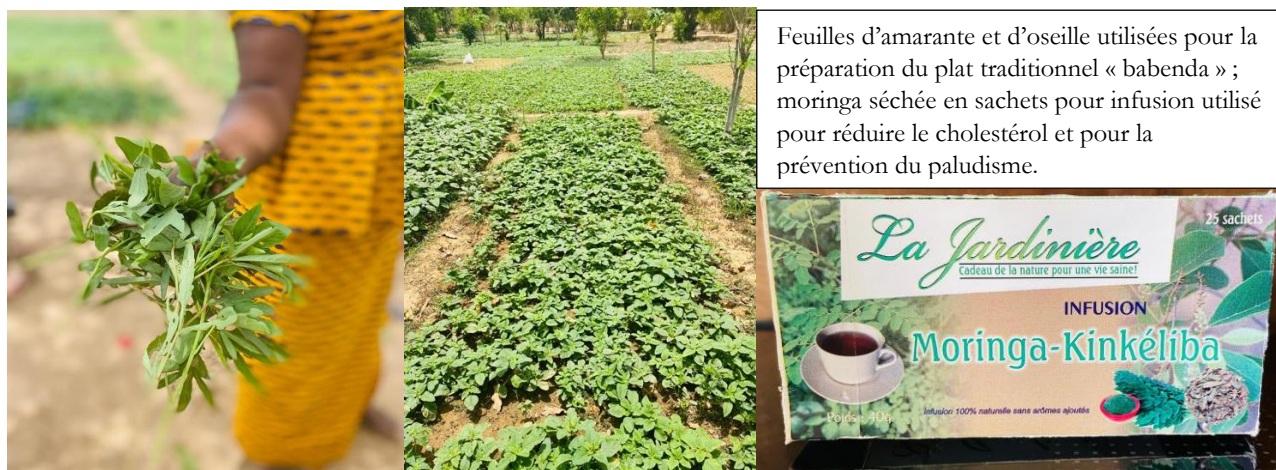
Aspects des développements	Obstacles/criticité spécifiques	Obstacles/criticités transversaux	Acteurs impliqués	Besoins en termes de renforcement de capacités
Dim. Environnementale et Écologique	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau de connaissance du potentiel écologique - Faible valorisation - Manque des certifications de qualité - Utilisation inappropriée des intrants chimiques classiques 		<ul style="list-style-type: none"> - Recherche - Ministère de l'environnement - Producteurs - OPs - ONGs - Ministère de l'Agriculture - Structures de certification BIO 	<ul style="list-style-type: none"> - Formations sur l'agroécologie à tous les acteurs
Dim. Économique et Production	<ul style="list-style-type: none"> - Problème de production - Problème de certification BIO - Manque d'une analyse appropriée de la chaîne de valeur 		<ul style="list-style-type: none"> - Producteurs - Transformateurs - Commençants - Recherche - ONGs et OPs - Institutions de microfinance - Ministère de l'Agriculture et commerce - Restauratrices 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des producteurs, des transformateurs, et restauratrices sur les techniques de marketing et de gestion, - Ateliers de réflexion entre autorités ministérielles, Organisations paysannes et ONG sur l'accompagnement de producteurs

Aspects des développements	Obstacles/criticité spécifiques	Obstacles/criticités transversaux	Acteurs impliqués	Besoins en termes de renforcement de capacités
				<ul style="list-style-type: none"> - Formation sur la gestion des semences et sur les itinéraires techniques
Dim. Médicinale	<ul style="list-style-type: none"> - Méconnaissance du potentiel et des vertus - Manque de valorisation et d'intégration dans le système sanitaire classique - Faible niveau de recherche 		<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de la Santé - Recherche - Vulgarisateurs - ONGs - Associations des médecins traditionnels - Producteurs - Transformateurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des compétences pour la valorisation du potentiel curatif des plantes - Sensibilisation sur les propriétés curatives - Formation sur le processus de traitement, transformation et stockage dans la médecine traditionnelle - Ateliers sur le rôle des plantes négligées pour la santé

9. Conclusions

Les informations et les avis recueillis pendant les entretiens et les focus groups ont permis d'établir les considérations générales suivantes :

- 1) Bien que les différents participants aient mis l'accent sur certaines problématiques et besoins plutôt que d'autres, nous avons constaté un accord général sur un panier de compétences à renforcer au profit des différents acteurs directs et indirects des chaînes de valeurs associées au Nus, ainsi qu'une pleine disponibilité des intervenants à contribuer, en tant que formateurs, aux activités de formations qui seront implémentés.
- 2) À côté du renforcement de diverses compétences techniques (e.g. techniques de production, conservation, transformation de Nus) et de gestion des groupements/coopératives, l'importance de renforcer davantage les compétences fonctionnelles, de « savoir-être » et d'accompagnement des dynamiques d'innovation et d'entrepreneuriat en milieu rural, a été mentionnée comme fondamentale pour la durabilité des résultats.
- 3) Bien qu'une série des besoins de formation au niveau de la production des Nus aient été individués, le renforcement des compétences sur l'analyse de marchés, sur le marketing, sur les capacités de réseautage et de contractualisation et de négociation jouent un rôle fondamental dans la valorisation des Nus tout au long de la chaîne de valeurs.
- 4) Le rôle de la sensibilisation, de l'information, de la promotion et du plaidoyer sur le potentiel de Nus à l'attention de plusieurs groupes d'acteurs (des communautés jusqu'aux consommateurs et aux décideurs politiques) représente un aspect incontournable d'une stratégie de valorisation des Nus capable de mettre en relation les acteurs de la demande et des acteurs de l'offre.
- 5) La nécessité d'une mise à niveau des compétences de tous les acteurs sur la plus-value multidimensionnelle des Nus (renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, génération de revenus, résilience aux défis climatiques et écologiques, valorisation des savoirs locaux) et leur contribution à l'amélioration des conditions de vie des communautés rurales impliquées, a clairement émergé. Dans ce sens, la formation de formateurs est à considérer comme étant stratégique pour la durabilité des résultats.
- 6) L'importance de la prise en compte des dynamiques genre à tous les niveaux de la chaîne de valeurs Nus a été soulignée.
- 7) En ce qui concerne les approches pédagogiques, qui seront en tous cas adaptés aux groupes cibles de référence, il y a eu accord sur l'importance d'intégrer à une didactique plus formelle intra-muros, toutes les approches expérientielles telles que les visites d'échanges inter-Op, les sorties de terrain, les témoignages sur les bonnes pratiques, la validation entre pairs, les ateliers participatifs et démonstratifs.



SECTION II. ANALYSE DES BESOINS DE FORMATION II - MISSION NIGER

Résumé Analyse des Besoins de Formation II – Mission Niger

Dans le cadre du projet SustLives, l'Université Roma Tre, en collaboration avec les partenaires locaux UJKZ et UAM, a mené une évaluation participative des besoins de formation des acteurs impliqués dans les chaînes de valeur des cultures négligées et sous-utilisées (NUS) au Burkina Faso et au Niger. La mission à Niamey visait à compléter le processus de consultation déjà engagé au Burkina Faso en avril 2022. Diverses méthodes ont été utilisées, notamment des groupes de discussion, des entretiens semi-structurés avec des femmes transformatrices et des représentantes de groupements féminins, ainsi que des réunions bilatérales avec des partenaires du projet.

Les résultats de cette mission, combinés à d'autres sources d'information, seront utilisés pour élaborer un plan de formation pour le projet SustLives. Les consultations ont souligné l'importance des NUS en termes de sécurité alimentaire, d'impact économique et environnemental, ainsi que leur dimension genre, mettant en avant le rôle crucial des femmes dans la chaîne de valeur des NUS.

Les consultations ont également révélé plusieurs obstacles à la valorisation des NUS au Niger : le manque de diffusion des connaissances scientifiques, le besoin d'engagement des décideurs politiques, la méconnaissance de la valeur nutritionnelle des NUS, des problèmes de production, une faible capacité de transformation, des défis liés à la commercialisation et un accès limité à la terre.

Les besoins de formation ont été identifiés pour différents groupes cibles, particulièrement les producteurs, les transformateurs, les décideurs politiques et les associations. Les approches pédagogiques recommandées incluent la formation entre pairs, les champs-écoles paysans, l'accompagnement post-formation, les ateliers d'échanges, la formation des formateurs et la valorisation des connaissances traditionnelles.

Enfin, des synergies et collaborations potentielles avec SwissAid et Afrique Verte ont été explorées pour renforcer les activités de formation. Il a été souligné l'importance de combler les lacunes en matière de connaissances locales et de bonnes pratiques dans le plan de formation.

La mission a permis d'identifier des besoins de formation cruciaux pour promouvoir la valorisation des NUS et a fourni des informations essentielles pour guider les prochaines étapes du projet, en mettant en place des formations adaptées aux besoins des acteurs impliqués dans les NUS au Niger.

1. Contexte et objectifs de la mission¹

Dans le cadre des activités prévues pour la première année du projet, l'Université Roma Tre, responsable de l'activité 2.2 « Formation et renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de valeur » a mené une évaluation participative des besoins de formation des acteurs impliqué directement ou indirectement dans les chaînes de valeur des NUS au Burkina Faso et au Niger. L'objectif principal de cette mission à Niamey a

¹ Cette mission est la deuxième d'une série de deux missions réalisées par Roma Tre dans le cadre de la tâche 2.2 du projet SustLives. La méthodologie et l'approche utilisées pour planifier et organiser les activités de cette deuxième mission, réalisées au Niger, sont communes aux deux missions et sont illustrées dans le rapport de la première mission, réalisée au Burkina Faso. Par conséquent, le lecteur est référé à ce rapport pour l'approche méthodologique.

été donc celui d'intégrer et de compléter, en étroite collaboration avec les collègues de l'Université Abdou Moumouni et avec le support d'autres partenaires du projet SustLives (notamment CIHEAM Bari et AICS), le processus de consultation participative des besoins de formation initié au Burkina Faso en avril 2022, par le biais de :

- L'organisation de deux groupes de discussion (*focus groups*) avec 1) les institutions de formation et les enseignants chercheurs de l'Université Abdou Moumouni et 2) les représentants des services techniques, des acteurs de la base et des communautés des sites du projet au Niger, ainsi que des plateformes agroécologiques et des organisations de producteurs (OP) au niveau central.
- Des consultations (entretiens semi-structurés) avec des femmes formatrices et agro-entrepreneuses (avec l'appui des ONGs Africa'70 et CISV Niger) et des représentantes du groupement féminin du site du projet à Gouyel.

Au cours de la mission, des réunions bilatérales ont été également organisées avec Afrique Verte Niger (AcSSA) et SwissAid pour renforcer davantage la collaboration avec le projet SustLives, aussi bien qu'en termes de possibles synergies dans le domaine de la formation.

Les résultats de cette deuxième série de consultations constitueront, en synergie avec d'autres sources d'information : *i.* revue de la littérature ; *ii.* Résultats de l'enquête interne menée en décembre 2021 sur les compétences des partenaires SustLives, à mobiliser pour les sessions de formation ; *iii.* Résultats de l'activité 2.1 ; *iv.* Résultats des consultations menées au Burkina Faso) la base pour l'élaboration de la première ébauche du plan de formation pour la prochaine année du projet.

2. Considérations préliminaires

Un consensus s'est dégagé au cours des consultations sur l'importance et le potentiel de ces espèces, sur plusieurs dimensions. En ce qui concerne la dimension de la sécurité alimentaire, toutes les parties prenantes ont confirmé que ces espèces sont fondamentales pour l'enrichissement et la diversification du régime alimentaire des populations rurales et urbaines et que les NUS constituent une source importante de nutrition (micro et macronutriments), en particulier pendant les périodes de soudure, car il s'agit normalement des cultures à cycle court. En plus de diversifier l'apport nutritionnel, les cultures négligées et sous-utilisées offrent des avantages économiques et environnementaux², car elles nécessitent moins d'intrants externes et elles peuvent se développer sur des terrains marginaux considérés comme impropres à d'autres usages. Donc elles constituent de ce fait un élément important des stratégies d'adaptation aux changements climatiques et sont, au même temps, économiquement viables pour les petits producteurs. Elles peuvent les pousser toutes seules au sein d'un système de rotation ou être plantées entre d'autres cultures, protégeant et améliorant ainsi l'agro-biodiversité. La commercialisation de ces espèces, que ce soit au niveau local, national ou international, montre qu'elles peuvent générer des revenus pour les communautés qui disposent des connaissances nécessaires pour les cultiver, les utiliser et les transformer³. La dimension genre des NUS a été soulignée à plusieurs reprises au cours des consultations. Nombre de ces espèces sont en fait cultivées sur de petites surfaces, préparées, transformées et commercialisées par les femmes. La conservation des semences des NUS est aussi généralement confiée aux femmes, devenant ainsi les « gardiennes des semences ». Leur pleine participation et accompagnement à la valorisation de ces cultures est donc incontournable et le potentiel d'épanouissement et d'amélioration des conditions de vie du ménage attaché à l'implication des femmes dans la chaîne de valeur NUS est à soutenir.

² <https://www.fao.org/news/story/it/item/1032668/icode/>

³ <https://www.ifad.org/fr/web/latest/-/neglected-and-underutilized-species-are-the-key-to-nourishing-the-world>

3. Principales criticités émergées lors des consultations

Les consultations avec les différentes parties prenantes ont permis de faire ressortir un certain nombre de facteurs qui empêchent et/ou ralentissent une plus grande valorisation des NUS au Niger :

- 1) Il existe un problème de production et de diffusion des savoirs scientifiques et des résultats de recherche « formelle » (universités, centres de recherche, organisations internationales) sur ces espèces, qui restent actuellement en marge des systèmes de recherche institutionnels. Même lorsque la recherche est disponible, il y a parfois un écart dans le partage et dans la vulgarisation des résultats, par exemple par la rédaction des fiches techniques de synthèse qui pourraient aussi être facilement exploitées par les producteurs. La difficulté de créer des opportunités d'échange et de validation mutuelle entre différents systèmes de connaissances (formels et paysans), tant au niveau de la sélection et de la multiplication des semences qu'au niveau de pratiques de production, a également été soulignée. Les approches de co-recherche et de *testing* participatifs pour la sélection des variétés (e.g. *Participatory Cultivar Testing* ou *Participatory Variety Testing*), ainsi que l'organisation d'ateliers d'échange et de réflexion entre chercheurs et représentations paysannes pourraient activer des dynamiques de partage des savoirs dans une perspective de durabilité (échec des approches top-down de vulgarisation) et de partenariat des connaissances.
- 2) Plusieurs participants aux groupes de discussion ont également mis en évidence la nécessité d'une plus grande implication des décideurs politiques et des structures agricoles étatiques pour soutenir la valorisation des NUS, qui restent à ce jour (à l'exception du moringa qui, dans certaines régions du Niger comme celle de Maradi, est cultivé à plus grande échelle) des cultures familiales qui ne bénéficient pas d'appui et d'accompagnement de la part des ministères concernés. Dans ce sens, toutes les activités de sensibilisation et de plaidoyer peuvent contribuer à une plus grande implication des décideurs dans la valorisation des NUS et à une prise en compte plus structurée de ces cultures dans les politiques de sécurité alimentaire.
- 3) Une méconnaissance généralisée sur la plus-value nutritionnelle, économique et écologique de NUS a été reconnue à plusieurs niveaux (communautés, autorités locales et nationales, consommateurs). Dans les communautés, bien qu'il semble y avoir une certaine reconnaissance des avantages nutritionnels des NUS (par exemple, la consommation de moringa pour améliorer la qualité du lait maternel), il est néanmoins nécessaire de renforcer ces savoirs (avec attention particulière à l'engagement des femmes qui sont normalement chargées de la gestion de la nourriture au sein du ménage) et de les intégrer dans une planification du calendrier agricole plus sensible aux aspects de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de la résilience aux conditions climatiques difficiles et de la préservation de l'intégrité des sols. Une question qui est revenue à plusieurs reprises est la présence d'habitudes alimentaires « conservatrices », notamment en termes de préparation des aliments, ce qui rend plus difficile l'introduction d'alternatives en termes d'utilisation des NUS. Par exemple, les feuilles de manioc, très riches en nutriments et qui pourraient être utilisées pour la préparation des sauces de la même manière que l'oseille, ne sont généralement pas consommés. Des démonstrations sur la manière de conserver et de cuisiner des préparations à base de NUS tout en valorisant les apports nutritifs, ainsi que l'organisation de journées du goût et en général des activités de sensibilisation sur les qualités nutritionnelles de ces plantes, ont été indiquées comme des interventions pertinentes.
- 4) Plusieurs criticités ont été cités au niveau de la production de NUS, dont l'accès à des semences performantes et de bonne qualité, la taille réduite des exploitations, le manque d'itinéraires

techniques pour la production (et en particulier pour la production agroécologique) et la conservation de NUS, les inondations fréquentes et le manque d'équipements agricoles (ces deux dernières criticités ont été soulevées notamment par le groupement féminin du site de Goudel), la dégradation et la contamination des sols, l'absence d'une planification efficace du calendrier de la production agricole et des possibles cultures d'association. Parmi les contraintes de production, la gestion inappropriée des pesticides chimiques a été citée comme un des plus grands défis à relever, surtout dans le cadre des cultures maraichères. Plusieurs intervenants ont en fait souligné une méconnaissance des paramètres phytosanitaires (dosage, délai d'attente avant récolte et consommation⁴, manipulation des appareils d'application) dans l'utilisation des pesticides de la part des producteurs, qui impact négativement sur la qualité finale des produits, avec des risques pour la santé des consommateurs (qui parfois préfèrent acheter des produits importés considérés plus sûrs et généralement moins chers) et pour l'environnement. En ce sens, la nécessité de promouvoir l'utilisation correcte et efficace de ces pesticides (aussi par rapport au temps d'usage dans le cycle vital des plantes), mais aussi d'encourager l'utilisation alternative de biopesticides (par exemple certaines huiles essentielles comme le neem) a été soulignée à plusieurs reprises par les participants, ainsi que la gestion intégrée des ravageurs⁵ par la combinaison de divers stratégies biologiques, culturelles et mécaniques, qui ont aussi le potentiel de réduire les coûts de production (l'achat des pesticides de synthèse souvent importés du Nigeria et des intrants chimiques représentent une charge économique importante pour les producteurs⁶). L'institution de brigades villageoises phytosanitaires (équipe de 5 à 10 producteurs formés sur les thèmes relatifs à la reconnaissance des principaux ennemis des cultures, la signalisation des attaques, les paramètres des traitements insecticides, les techniques de pulvérisations et les mesures de protection de la personne et de l'environnement) a été citée comme une bonne pratique. Toujours dans le côté production des NUS, une autre criticité ressortie se réfère à la saisonnalité et à l'insuffisance de la production (surtout dans le cas du moringa), ce qui rend difficile un approvisionnement régulier aux acheteurs potentiels qui, au contraire, exigent une fiabilité et une qualité constantes, en relèguent les producteurs qui n'ont pas les moyens techniques et financiers et les capacités de gérer et planifier les stocks, sur des marchés plus marginaux.

- 5) Presque tous les intervenants ont souligné que la faible capacité de transformation constitue un frein majeur au potentiel de développement des NUS. Manque d'équipements adaptés et d'itinéraires techniques sur leur utilisation⁷, forte taxation des entreprises nationales qui encourage l'importation des produits transformés ailleurs, méconnaissance des innovations en termes de transformation⁸ et des possibles nouveaux marchés, faible diversification des produits transformés, manque

⁴ <https://www.studiokalangou.org/12976-moringa-niger-productivite-utilisation-pesticides-vertus-risques-sanitaires>

⁵ <https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/59501> et

https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1860/EGSSAA-Chapter12-IPM-French_Final.pdf

⁶ Certains intervenants ont toutefois souligné que le coût des biopesticides et le temps nécessaire pour une possible 'autoproduction pourraient également être prohibitifs pour les paysannes, d'où la suggestion d'impliquer les étudiants en agronomie et les universités en général dans la production et la distribution de biopesticides et de biofertilisants à prix réduits.

⁷ Certains participants ont fait remarquer que, parfois, des équipements de production et/ou de transformation mis à disposition par les projets sont en fait abandonnés par les bénéficiaires parce que les capacités techniques d'utilisation, d'entretien et de réparation sont insuffisantes.

⁸ Par exemple, les produits de boulangerie tels que les biscuits et les galettes, les jus et les savons à base de voandzou, le jus de moringa et les farines enrichies en moringa pour la préparation de la bouillie pour les enfants, les graines de moringa pour la purification de l'eau contaminée

d'accompagnement pour les innovations existantes⁹, faibles standards d'hygiène, locaux pour la conservation et la transformation inadaptés, limitent la possibilité de créer de la valeur ajoutée dans la chaîne de valeur des NUS. Plusieurs intervenants ont déclaré que les consommateurs, et notamment les consommateurs en milieu urbain, ont une tendance à préférer les produits d'importation, moins chers, plus propres et sûres et présentes de façon plus captivante. Le manioc, par exemple, dont la production est bien développée, est consommée telle quelle par les paysans (« consommation de bouche ») et les consommateurs de proximité, alors que la semoule (gari), très appréciée, est importée du Bénin et de la Côte d'Ivoire. Aussi la transformation du moringa pose différents problèmes au niveau d'hygiène, par exemple en ce qui concerne le séchage des feuilles (qui doit être effectuée dans des locaux bien ventilés et à l'abri des sources de lumière pour préserver la qualité nutritionnelle) et le rinçage, souvent effectué avec de l'eau contaminée. Le conditionnement des produits constitue aussi une limitation, car les emballages disponibles au niveau local sont normalement très chers et de basse qualité. Certaines transformatrices consultées ont résolu ce problème en achetant des petits stocks d'emballages à l'étranger (notamment au Burkina et en Chine), également via des plateformes de commerce électronique telles qu'Alibaba, ce qui suggère l'importance de renforcer, chez les différents acteurs, aussi les compétences numériques, qui pourraient également être exploitées pour la vente de produits finis (par exemple par la gestion des commandes à travers des pages Facebook).

- 6) En ce qui concerne la commercialisation/marketing de NUS, plusieurs points critiques ont été évoqués. La question de la certification des produits est l'une des plus fréquemment mentionnées. Dans un contexte de faible confiance des consommateurs vis à vis les produits locaux et des potentiels d'exportation de certains NUS, l'obtention d'une certification/label¹⁰ de qualité devient cruciale. Un appui technique et financier dans ce processus, coûteux et complexe, a été sollicitée par diverses parties prenantes, et notamment par les femmes transformatrices. Un autre point central qui a été souligné est la nécessité de renforcer les relations entre les acteurs demande et les acteurs offre de la chaîne de valeur (approche filière) NUS par l'organisation d'occasions d'échange et de concertation structurés (ateliers, plateformes paysannes, foires, salons) qui permettent de nouer des relations commerciales tant pour l'approvisionnement en matières premières de la part des acheteurs potentiels, que pour l'écoulement des produits finis. Le recours à des formes d'agriculture contractuelle a également été mentionné comme une stratégie viable (par exemple dans le cas du moringa qui n'a pas de problèmes liés à la saisonnalité). La nécessité d'accompagner les associations de producteurs et de transformateurs dans la recherche de circuits de distribution (pharmacies, stations de services, supermarchés, cantines scolaires, hôtels et restaurants) et de niches de marché rentables, ainsi que dans le renforcement des capacités aux niveaux de techniques de promotion et de marketing, y compris de e-marketing, a également été soulignée¹¹.

⁹ Des transformatrices et des entrepreneuses consultées ont souligné que les femmes présentent souvent des innovations de produits lors de foires ou d'événements (e.g. le salon SAHEL-Niger), qu'elles ont du succès et qu'elles gagnent même des prix, mais qu'une fois la foire terminée, elles ne bénéficient d'aucun accompagnement et du suivi dans la commercialisation de leurs produits.

¹⁰ Certifications issues de l'Agence Nigérienne de Normalisation, de Métrologie et de Certification (e.g. Certification des produits locaux) au certifications/labels bio issues par d'autres organismes.

¹¹ A titre d'exemple, une des femmes entrepreneuses actives dans la transformation du moringa (tisanes et préparations phytothérapeutiques sous son label Nutrisat) a conçu une série d'activités pour promouvoir ses produits, dont l'envoi

- 7) Un autre point critique mentionné se réfère à la nécessité de renforcer davantage l'organisation et la gouvernance des associations des producteurs et des transformatrices (groupements, coopératives, unités) en vue d'une leur majeure orientation aux marchés et une augmenté capacité dans la création d'économies d'échelle et de pouvoir de négociation. Plusieurs intervenants ont souligné que de nombreuses coopératives naissent en association avec des projets et des financements accordés par diverses institutions nationales et internationales, mais ne parviennent pas à se structurer de manière à poursuivre leurs activités lorsque les projets prennent fin. Des difficultés ont été mises en évidence dans les aspects comptables et administratifs (gestion des cahiers, rédaction des budgets, gestion des comptes bancaires), dans la planification des activités et des objectifs de production à moyen et longue période (tout en considérant l'équilibre entre consommation familiale et commercialisation), dans la gestion de la vie coopérative (rôles, responsabilités, confiance entre les membres) et en ce qui concerne l'adaptation au cadre législatif régional Acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés coopératives.
- 8) L'accès sécurisé à la terre (et à l'eau agricole) représente un autre contrainant surtout chez les femmes, qui bénéficient généralement d'un accès informel et précaire en prêt ou en location soit au sein de la famille, soit en dehors de la famille¹²Il est ainsi crucial d'augmenter et renforcer les capacités de négociation, de plaidoyer et de leadership des groupements féminins dans le domaine de l'accès au foncier par le biais, par exemple, d'expériences de concertation villageoise telles que les Clubs Dimitra de la FAO.
- 9) Le manque de soutien et d'accompagnement aux initiatives agro-entrepreneuriales a été cité comme une criticité majeure, notamment chez les femmes. Outre les problèmes structurels tels que le manque de capital initial et les difficultés d'accès au crédit, ainsi que les faibles compétences en matière de planification et de gestion des risques commerciaux, certaines transformatrices et entrepreneuses consultées ont souligné comme certains aspects culturels et « psychologiques » peuvent avoir un impact négatif sur leur capacité à « faire entreprise ». Selon les expériences rapportées, la conciliation de la vie familiale et de la possibilité d'être actives dans le domaine entrepreneurial même au niveau des microentreprises est, dans la société nigérienne d'aujourd'hui, toujours très difficile. Voyager pour participer à des foires et des événements commerciaux, rencontrer de nombreuses personnes pour élargir son réseau, acquérir une indépendance économique qui, dans certains cas, est supérieure à celle du chef de famille, expose ces femmes à une série de conflits sociaux difficiles à gérer. En ce sens, outre le renforcement des compétences techniques, il est crucial d'accompagner les femmes entrepreneuses dans des parcours de leadership¹³, de bilan des compétences, de coaching par d'autres femmes entrepreneuses expérimentées et de réseautage¹⁴ qui peuvent les soutenir dans la gestion de ce genre de conflits.

gratuit à certains bureaux administratifs de Niamey de « Panier Ramadam » pour la rupture du jeûne à base de tisanes et de miel. La plupart des bénéficiaires de ces échantillons gratuits sont depuis devenus des clients réguliers, achetant les paniers comme cadeaux d'entreprise pour les clients et les employés.

¹² https://reca-niger.org/IMG/pdf/2016-01_Droit_foncier_des_femmes.pdf

¹³ L'une des participantes aux discussions a suggéré de décliner l'approche de l'École des maris, mise en œuvre par le UNDP dans le domaine de la promotion de la santé reproductive, pour promouvoir un engagement et un changement positif des hommes et de la société en général en faveur de l'entrepreneuriat féminin.

¹⁴ Parmi les réseaux mentionnés figurent CIPMEN, GetupWomen, le Salon de l'entrepreneuriat féminin SANEF, Association Nigériennes.

4. Besoins de formation et approches pédagogiques identifiés

Sur la base de l'analyse des enjeux principaux qui ont émergé lors des consultations, les sujets/besoins de formation listés dans le tableau ci-dessous ont été identifiés :

Besoins de formation identifiés	Groupes Cibles						
	Chercheur s	Vulgarisateurs/Service s techniques	Paysans / Producteur s	Groupement s de femmes/ Coopératives	Transformateur s	Entrepreneur s	Autres
Techniques de conservation des semences NUS	✓		✓				Techniciens de laboratoires
Méthodes et approches de co-recherche participative	✓	✓	✓				
Stratégies de communication et vulgarisation des résultats de la recherche sur les NUS	✓	✓	✓		✓		
Itinéraires techniques de production agroécologique pour chaque NUS		✓	✓	✓			
Impacts du changement climatique sur la production agricole et la sécurité alimentaire et stratégies de résilience		✓	✓				
Gestion des pesticides et Gestion Intégrée des Ravageurs - IPM			✓	✓			

Besoins de formation identifiés	Groupes Cibles						
	Chercheur s	Vulgarisateurs/Service s techniques	Paysans / Producteur s	Groupement s de femmes/ Coopératives	Transformateur s	Entrepreneur s	Autres
Production et utilisation des biopesticides et des bio-biofertilisants	✓		✓	✓			
Planification et gestion du calendrier agricole des NUS en toutes saisons			✓	✓			
Gestion de la fertilité des sols sur les cultures pluviales			✓				
Maitrise de l'eau			✓				
Itinéraires techniques de transformation (diversification, innovations, préparations, hygiène, stockage, conservation, conditionnement) pour chaque NUS			✓		✓		
Éléments de droit foncier et de plaidoyer pour l'accès sécurisé à la terre				✓			
Itinéraires pour la certification des produits transformés et non- transformés pour les marchés nationaux et internationaux			✓	✓	✓		

Besoins de formation identifiés	Groupes Cibles						
	Chercheur s	Vulgarisateurs/Service s techniques	Paysans / Producteur s	Groupement s de femmes/ Coopératives	Transformateur s	Entrepreneur s	Autres
Organisation et gestion des coopératives, groupements et unités de transformation (comptabilité/gestion des cahiers, budgets, rédaction de demandes de financements, compliance à la loi OHADA, planification des opérations et des objectifs, gestion des conflits)			✓	✓	✓		
Techniques de marketing/commercialisation/promotion des NUS (identification des marchés potentiels et des circuits de distribution, éléments de droit commercial pour les exportations, emballage et étiquetage des produits, etc...)			✓		✓	✓	
Organisation, intégration et promotion des filières NUS			✓	✓	✓	✓	Autorités locales et nationales, restaurateurs, consommateurs, médias

Besoins de formation identifiés	Groupes Cibles						
	Chercheurs	Vulgarisateurs/Services techniques	Paysans / Producteurs	Groupements de femmes/ Coopératives	Transformateurs	Entrepreneurs	Autres
Alphabétisation numérique et éléments de marketing digital pour la promotion et vente des produits en ligne et sur les réseaux sociaux					✓	✓	
Appui à l'entrepreneuriat agricole (gestion des risques, identification des marchés potentiels)				✓		✓	
Épanouissement des femmes en milieu rural (action collective, gestion des conflits, leadership, plaidoyer)			✓	✓	✓	✓	
Coaching pour l'entrepreneuriat féminin (bilan des compétences, leadership, réseautage, gestion des conflits, <i>empowerment</i>)				✓		✓	
Sensibilisation sur la valeur ajoutée des NUS sur toutes dimensions			✓				Autorités locales et nationales, restaurateurs, consommateurs, médias

5. Approches pédagogiques

Par rapport à la modalité de formation pour le développement et renforcement des connaissances, des compétences et des capacités des paysannes et des autres acteurs concernés, elle a fortement ressorti la nécessité de considérer : la diversification des modalités d'apprentissage, l'importance de mettre en dialogue le système formel et informel, la valorisation de la fonction (globale) paysan et des savoirs traditionnels et intergénérationnels.

En partant des criticités identifiées lors de l'analyse des besoins de formation, différentes approches ont été proposés à savoir :

- La mutualisation des expériences et des bonnes pratiques entre pairs (formation itinérante telle que la formation paysan-paysan et les voyages d'échanges paysans) pour trouver des solutions endogènes aux problèmes que les paysans rencontrent en favorisant les regards croisés critiques et le partage d'expériences et de compétences entre producteurs/trices. Cette approche a été retenue très efficace par rapport à l'introduction des innovations car il permet de renforcer l'impact et d'accroître l'adhésion, surtout lorsque les gens se méfient des nouveautés,
- L'organisation des champ-écoles paysannes qui se concentrent sur les méthodes participatives, l'échange de connaissances et d'expériences, des exercices pratiques sur le terrain utilisant l'observation directe, la discussion et la prise de décision qui encouragent la découverte et l'apprentissage par la pratique ;
- La prévision, après les formations, d'un accompagnement dans la mise en œuvre d'un plan de d'action des acteurs concernés tout au long de la vie du projet, pour un suivi qui puisse assurer un espace de formation continue, de co-apprentissage et de capitalisation ;
- L'organisation des ateliers d'échanges et réflexions entre différents acteurs pour combler le manque d'un langage commun et améliorer l'accès et les modalités de transmission des informations,
- L'organisation des formations des formateurs pour accompagner les paysans dans l'apprentissage et dans les aspects technico-socio-politiques, en tenant compte de la nécessité de construire des compétences transversales qui comprennent compétences techniques ainsi que de sociales et relationnelles.

6. Synergies et collaborations possibles avec SwissAid et Afrique Verte Niger

Pendant la mission, à la suggestion du responsable scientifique du Projet, le CIHEAM, deux rencontres ont été organisées pour explorer synergies et collaborations possibles.

Une rencontre a été organisée avec SWISSAID, notamment par rapport au projet CROP4HD, qui présente des nombreuses similitudes avec le Projet SustLives, notamment le focus sous certaines espèces et certaines zones d'interventions. La rencontre avec le coordinateur régional, M. Ibrahim Hamadou, et le responsable du projet au Niger, M. Issoufou Abdou Djibo, a été l'occasion pour s'actualiser sur les différentes phases et activités des projets et pour discuter la possibilité d'envisager des synergies par rapport à l'organisation des

sessions de formations pour les différentes parties prenantes des projets, en valorisant l'expérience et la connaissance sur le terrain et la spécificité des compétences de chaque partenaire des projets. Afin de formaliser la collaboration, il a été souligné l'importance de signer une convention ad hoc.

Une deuxième rencontre a été organisée avec l'association AFRIQUE VERTE, avec laquelle le projet a déjà signé un accord de partenariat pour l'organisation et la gestion des certaines activités sur le terrain. Comme au Burkina Faso, la rencontre avec Afrique Verte a été l'occasion pour échanger sur les criticités en termes des besoins de formations des paysannes au Niger et sur la stratégie et les activités d'appui que Afrique Verte organise auprès des organisations paysannes, avec l'objectif principal d'améliorer la sécurité alimentaire. Afrique Verte a, donc, mis l'accent sur l'approche filière qui caractérise son engagement pour renforcer les capacités des OP avec un focus spécifique sur le maillon de la transformation qui est menée surtout par les femmes et qui notamment nécessite d'un accompagnement. En plus, un aspect qui a ressorti également pendant des autres rencontres, est la nécessité de former et d'accompagner les groupements/associations/coopératives dans la gestion de la vie associative, administrative et financière et notamment dans le respect des normes dérivants de la loi OHADA, l'acte uniforme relatif au droit de formation des coopératives, qui actuellement pose nombreux problèmes en termes d'application. Vu les compétences spécifiques, la grande expérience ainsi que la disponibilité et l'intérêt de l'Association Afrique Verte, la possibilité de collaborer strictement dans l'organisation des formations pour les OP a été envisagé.

7. Remarques finales

Cette deuxième série de consultations au Niger a permis de compléter de manière satisfaisante la collecte d'informations utiles à l'identification des besoins de formation des différents acteurs du projet SustLives, entamé au Burkina Faso en avril dernier, avec un focus sur trois groupes cibles, à savoir des représentants des communautés impliquées dans le projet au Niger, des formateurs et des enseignants chercheurs de l'Université Abdou Moumouni et des femmes productrices et transformatrices des NUS (individuelles et en groupement). L'approche méthodologique basée sur l'organisation de focus groups et d'entretiens semi-structurés, réalisés dans un contexte participatif et inclusif où chaque participant a eu le temps et l'occasion pour s'exprimer librement, a permis de dégager et de faciliter de discussions complexes et articulées.

Au cours des différentes consultations, les participants, après avoir identifié et partagé l'importance multidimensionnel de NUS pour la sécurité alimentaire et l'amélioration des conditions de vie des communautés, ont procédé à l'identification des problèmes et des criticités qui empêchent la pleine valorisation de ces espèces négligées selon une approche filière, c'est-à-dire en relation avec tous les maillons et les acteurs de la chaîne de valeur NUS, de la production agricole à la consommation finale. Ensuite, les parties prenantes consultées ont identifié un panier des compétences nécessaires pour répondre aux problèmes relevés, d'où sont ressortis des besoins spécifiques en matière de formation et de renforcement des capacités au profit des différents bénéficiaires potentiels, ainsi que des indications par rapport aux méthodes pédagogiques les plus adaptés et efficaces pour chaque groupe cible. Cette approche, associée à une facilitation des discussions méthodique et sensible aux diverses compétences et attitudes présentes dans les groupes, a ainsi permis l'émergence de nombreux besoins de formation moins évidents et manifestes,

comme ceux concernant le renforcement des compétences de comptabilité, gestion financière et administrative des groupes et des organisations de producteurs.

Enfin, il est nécessaire de souligner que bien que les deux missions aient initialement eu le but de collecter des informations, en plus des besoins de formation, également sur les savoirs locaux et les bonnes pratiques existantes sur le NUS, les contraintes opérationnelles n'ont pas permis jusqu'à présent d'approfondir les deux derniers aspects. Par conséquent, le plan de formation sera nécessairement davantage axé sur les besoins formatifs qui ont émergé plutôt que sur les savoirs locaux et les bonnes pratiques existantes. Compte tenu de l'importance de ces aspects pour éviter une approche de formation complètement *top-down* et en ligne même avec l'expérience du projet Agrinovia, notre objectif est de procéder dès que possible à des consultations supplémentaires avec certaines parties prenantes pour combler cette lacune.



SECTION III. PLAN DE PARTAGE DES CONNAISSANCES POUR SUSTLIVES

Résumé Plan de Partage de Connaissances pour Sustlives

Le livrable « Plan de partage des connaissances » a été réalisé par l'Université de Roma Tre, l'Université Joseph Ki-Zerbo, l'Université Abdou Moumouni. L'objectif de ce rapport est de garantir des activités de formation efficaces et efficientes dans les deux pays pendant la mise en œuvre du projet. Depuis les deux missions effectuées et les résultats collectés, le livrable identifie les approches pédagogiques, les cibles, les thèmes, les pays, les partenaires impliqués et la durée potentielle de chaque formation.

Compte tenu de la diversité, en termes d'intérêts, d'antécédents et de niveau d'éducation, des parties prenantes qui bénéficieront des sessions de formation et de partage des connaissances, différentes approches pédagogiques seront sélectionnées et combinées en fonction du contexte (université, terrain, etc.) et du public cible de référence (étudiants, représentants de la société civile, y compris les représentants des organisations d'agriculteurs, les agriculteurs, les organisations de femmes).

Les formations seront assurées par une équipe pédagogique qualifiée et multidisciplinaire composée d'universitaires, de chercheurs et d'experts de terrain (locaux et internationaux) ayant une connaissance directe du contexte local, appartenant au partenariat SustLives et à d'autres organisations partenaires. Le plan de partage des connaissances fait l'objet d'un examen et d'une mise à jour réguliers.

1. Introduction : Le contexte du projet SustLives

Le projet SustLives a un « Objectif spécifique : Renforcer les capacités de recherche et d'innovation de « AKIS »¹⁵ acteurs des chaînes de valeur des cultures négligées et sous-utilisées (NUS) au Burkina Faso et au Niger »¹⁶. En particulier, « Le projet renforcera également les capacités des acteurs institutionnels et des organisations communautaires (OC) à acquérir de meilleures connaissances, à partager des expériences et à prendre des décisions indépendantes éclairées sur les moyens d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les revenus et l'adaptation au changement climatique en utilisant les NUS locales ».¹⁷

Pour ces raisons, parmi les « Résultats attendus et activités principales » du projet, on trouve le point « 2.2 Formation et renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de valeur ».

Le point 2.2 prévoit que « Sur la base de l'évaluation participative des besoins de formation fournie en annexe 3.1, 12 sessions de formation d'une semaine chacune seront organisées au Burkina Faso et au Niger à partir de la deuxième année du projet, en étroite collaboration avec les universités locales (Uni. Ouagadougou et Uni. Niamey) et avec l'appui d'ONG « pilotes », notamment pour la formation de représentants de la société civile ».¹⁸

Afin de mettre en œuvre l'évaluation participative des besoins de formation, Roma Tre, qui est le principal responsable de la tâche 2.2, a organisé au printemps 2022 une mission au Burkina Faso et une mission au Niger, en étroite collaboration avec l'Université Joseph Ki-Zerbo et l'Université Abdou Moumouni, qui sont

¹⁵ Système de connaissances et d'innovation agricoles.

¹⁶ SUSTLIVES - *Annexe I : Description de l'Action*, p. 7. Cette citation et les suivantes du projet sont traduites en anglais par les auteurs.

¹⁷ SUSTLIVES - *Annexe I : Description de l'Action*, p. 8

¹⁸ SUSTLIVES - *Annexe I : Description de l'Action*, p. 13

co-responsables de la tâche, et avec le soutien des coordinateurs de SustLives. Les résultats des missions sont présentés dans les deux rapports de mission, qui constituent un apport fondamental pour ce plan.

Le point 2.2 identifie également les destinataires des sessions de formation susmentionnées : « Les formations s'adresseront à trois groupes différents d'acteurs : 1) les jeunes chercheurs, vulgarisateurs et étudiants universitaires (en agriculture, développement rural, sociologie rurale, etc.), qui pourraient partager le même parcours éducatif - ces deux [ndlr : en fait trois] groupes seront impliqués dans des formations professionnelles de l'enseignement supérieur à l'Université Joseph Ki-Zerbo et à l'Université Abdou Moumouni de Niamey ; 2) les acteurs de la chaîne de valeur, qui recevront une formation plus technique et sur le tas ; (3) les représentants de la société civile (autres ONO, groupes de femmes/jeunes, groupes d'intérêt) travaillant sur la valorisation des NUS et de l'agro-biodiversité locale »¹⁹. Dans le plan suivant, bien que toutes ces parties prenantes aient été prises en compte, les types de parties prenantes ont été plus détaillés et leur regroupement est légèrement différent, sur la base d'évaluations participatives.

En ce qui concerne les sujets des sessions de formation, et bien que le projet SustLives souligne que « Les sujets spécifiques des formations seront établis en fonction des besoins et sur une base participative », il ajoute également qu'ils « pourraient, en principe, inclure certains des sujets suivants : i) les concepts et outils de sécurité alimentaire et nutritionnelle, en mettant l'accent sur le rôle de la biodiversité et des NUS ; ii) l'agriculture intelligente face au climat et sensible à la nutrition ; iii) la gestion et le soutien des processus et pratiques d'innovation rurale ; iv) la création et la gestion de chaînes de valeur agricoles inclusives et sensibles au genre ; v) la création et la gestion de partenariats efficaces pour l'innovation rurale ; vi) les stratégies de transformation et de commercialisation des NUS et des variétés locales ».²⁰

Conformément à l'approche participative suggérée, la liste des sujets présentés dans ce plan a été largement, mais pas exclusivement, déterminée sur la base des consultations des parties prenantes mises en œuvre lors des deux missions au Burkina Faso et au Niger. Heureusement, tous les sujets possibles mentionnés ci-dessus - recommandés dans le document de projet - sont également apparus lors des consultations, et sont donc inclus dans ce plan, avec les autres sujets suggérés par les différentes parties prenantes.

Enfin, le document du projet SustLives donne également des orientations concernant l'approche pédagogique des activités de formation,²¹ concernant :

- Les formateurs (experts multidisciplinaires, internationaux, universitaires et de terrain) ;
- La collaboration avec d'autres organisations (par exemple, des ONG, des agences des Nations unies, des organisations de producteurs) ;
- Les caractéristiques des sessions, qui devraient : se concentrer sur les aspects opérationnels tout en les associant aux aspects théoriques ; combiner les sessions plénières et les groupes de travail ; utiliser des simulations, des études de cas et des exercices ;
- L'organisation éventuelle de visites de terrain dans les zones rurales concernées par le projet.

L'orientation la plus significative donnée par le document concerne le processus d'apprentissage : « Un accent très particulier sera mis sur la maximisation de l'échange d'expériences et du partage des connaissances techniques entre les participants et les formateurs et entre les participants eux-mêmes ».²² Compte tenu de l'importance de cet aspect pédagogique, nous pensons que « plan de partage des connaissances » est un titre

¹⁹ SUSTLIVES -Annexe I : Description de l'Action, p. 13

²⁰ SUSTLIVES -Annexe I : Description de l'Action, p. 13

²¹ SUSTLIVES -Annexe I : Description de l'Action, voir dernier paragraphe de la p. 13 et premier paragraphe de la p. 14.

²² SUSTLIVES -Annexe I : Description de l'Action, p. 13-14

plus approprié pour ce plan que « plan de formation », qui est un titre qui reflète une approche descendante plus traditionnelle de l'apprentissage.

Toutes les orientations pédagogiques susmentionnées ont été pleinement intégrées et développées dans ce plan et sont présentées dans la section 4 de ce document.

2. Le plan : Sa préparation, sa raison d'être et ses principales caractéristiques²³

Avant d'organiser les missions dans les pays cibles, visant à collecter les informations utiles à la définition du plan de partage des connaissances envisagé par le projet, Roma Tre a nécessairement dû réfléchir à la méthode de rédaction de ce plan, afin d'optimiser tant en termes qualitatifs que quantitatifs la collecte des informations requises.

La première observation importante à faire est que les contraintes existantes, en termes de ressources financières allouées à Rome 3, bien que pertinentes, ne permettent pas un **recensement** des besoins de formation de toutes les parties prenantes possibles et potentiels. De plus, étant donné l'accent mis sur la dimension « Recherche et Innovation » de Sustlives, cette orientation a justement permis de délimiter et d'orienter les « cibles » du recensement.

Ainsi, en tenant compte des conditions préalables susmentionnées et de l'approche que nous entendons adopter pour le plan de partage des connaissances, les choix raisonnés suivants ont été faits :

- Effectuer deux missions, l'une à Ouagadougou et l'autre à Niamey. La réalisation d'au moins une mission dans chacun des deux pays semblait indispensable pour définir toute différence entre les besoins de formation dans les deux pays. Au cours de la première année du projet, il n'a pas été possible de mettre en œuvre un plus grand nombre de missions. Bien qu'utile et intéressant, il n'a pas été possible non plus - pour des raisons de sécurité et de logistique - de réaliser une partie des consultations dans les zones rurales où se trouvent les principales activités de production des NUS sélectionnées. Par conséquent, les consultations ont presque toutes eu lieu dans les deux capitales ou dans leurs environs.
- Parmi les différentes catégories d'parties prenantes présents dans les chaînes de valeur des NUS sélectionnées par le projet, des priorités ont été accordées aux quatre catégories suivantes : représentants des producteurs agricoles des NUS, organisations non gouvernementales, chercheurs, groupes de femmes. Nous savons que les quatre catégories se chevauchent partiellement et inévitablement. Cette priorité ne signifie pas que les consultations avec d'autres catégories ont été exclues, mais que le contact avec les quatre catégories mentionnées ci-dessus a été prioritaire ; et cela ne signifie même pas que l'importance de plusieurs autres catégories a été sous-estimée, comme les opérateurs et les entreprises qui traitent l'emballage, la transformation, l'intermédiation, la commercialisation, la distribution des NUS sélectionnées, de même que tous les parties prenantes du côté de la demande finale, ainsi que ceux des institutions publiques et internationales.
- Pour certaines catégories de parties prenantes, telles que les producteurs, les parties prenantes individuelles n'ont pas été consultées. Ce sont plutôt des représentants d'organisations de catégories importantes qui ont été sollicités. Pour d'autres types de parties prenantes, comme les chercheurs, des personnes suffisamment représentatives ont plutôt été contactées.

²³ Le texte de cette section a déjà été inclus comme Prémisse du Rapport de la mission au Burkina Faso. Nous pensons qu'il est utile de le rappeler ici avec des révisions mineures, car cela constitue une partie fondamentale du plan.

- Nous sommes partis d'une liste, aussi large que possible, de personnes et d'organisations représentatives pour lesquelles il était possible de trouver un contact. La liste a été construite sur la base : i) des activités précédentes de Roma Tre dans les deux pays, afin de maximiser et de capitaliser d'autres initiatives comme suggéré dans le programme DeSIRA ; ii) des suggestions des partenaires du projet, en premier lieu les deux universités africaines et l'AICS. Par la suite, toutes les parties prenantes de la liste ont été contactées - en particulier avec l'aide de partenaires africains. En fonction de leurs réponses et de leur disponibilité, elles ont ensuite été incluses dans les consultations. Il n'a pas été possible de consulter toutes les parties prenantes prévues dans l'agenda préliminaire de la mission, en raison de défections et d'annulations de dernière minute. Après les missions au Burkina Faso et au Niger, au début de la deuxième année du projet, il sera possible et logique, sur la base de l'analyse des résultats, d'identifier le besoin d'enquêtes supplémentaires.
- Pour obtenir des informations de meilleure qualité, notamment d'un point de vue scientifique, au lieu de procéder à des consultations informelles, il a été décidé d'adopter certaines méthodes qualitatives qui garantissent une plus grande « significativité » et « robustesse ». En particulier, chaque fois que cela était possible, la méthode de « groupes de discussion » a été utilisée ; lorsque cela n'était pas possible, des entretiens semi-structurés ont été réalisés. Dans les deux cas, l'activité a été planifiée et structurée avec attention et rigueur, en préparant une grille de questions également calibrées sur les expériences disponibles dans la littérature scientifique et les demandes à soumettre aux participants selon des protocoles communément utilisés.
- Les contours des groupes de discussion et des entretiens semi-structurés ne visaient pas simplement à détecter les « besoins de formation » des parties prenantes, à savoir les « lacunes cognitives » au sens traditionnel, notamment techniques, qu'il faudrait combler pour favoriser le développement des NUS. En utilisant une approche plus avancée, expérimentée depuis des années dans le cadre du projet Agrinovia, nous avons plutôt essayé de détecter le point de vue des parties prenantes sur l'état des connaissances locales sur la biodiversité, les NUS et leur importance. Un autre objectif initial était de détecter l'existence de pratiques, de capacités et de ressources locales pertinentes à inclure dans le plan comme point de départ et ressource importante. Malheureusement, cela n'a pas été possible pendant les missions, et cela a été reporté à une étape ultérieure. En outre, nous avons essayé de comprendre si les parties prenantes consultées étaient également des partenaires potentiels - et pas seulement des bénéficiaires - dans la réalisation des unités de formation du plan.
- Comme il n'était pas efficace de consulter les mêmes catégories de parties prenantes dans les deux pays, il a été décidé de donner la priorité au système de recherche et aux ONG avec des entretiens éventuels avec les producteurs pour le Burkina, et aux producteurs agricoles et aux femmes pour le Niger.

Malheureusement, pour les raisons indiquées ci-dessus et en raison des conditions de travail difficiles dans les deux pays, il n'a pas été possible d'assurer une couverture complète (en supposant qu'une telle couverture soit vraiment nécessaire) de toutes les parties prenantes possibles et potentielles. Cependant, nos choix méthodologiques ont été orientés de manière à obtenir la meilleure base d'information possible en fonction des opportunités et des ressources disponibles.

Lors de la préparation du plan, nous avons décidé d'adopter ce cadre général :

- En ce qui concerne le cadre temporel du plan, il s'agit d'un « plan roulant », c'est-à-dire un plan qui est conçu pour se poursuivre sur une période - dans ce cas, la durée du projet - et qui fait l'objet d'une révision et d'une mise à jour régulières. Selon nous, il serait inapproprié d'imaginer un plan de formation « fermé », établi au cours de la première année une fois pour toutes, rigide, autonome et exhaustif. Bien qu'une version suffisamment large, générale, articulée et claire du plan doive

nécessairement être produite à la fin de cette première année (également parce qu'elle représente un « résultat » spécifique du projet), la vision du projet, également en accord avec le coordinateur scientifique (CIHEAM-Bari), est celle d'un plan de partage des connaissances « ouvert » qui peut et doit avoir d'importants éléments de flexibilité et d'amendements possibles qui permettent de le tester, de le modifier, de le spécifier, de l'intégrer et de l'améliorer au fur et à mesure que le projet avance. Nous avons besoin d'un plan dynamique et non d'un décret gravé dans la pierre.

- Les changements, ajouts et améliorations possibles peuvent en découler :
 - Des consultations et interactions supplémentaires qui seront possibles dans les mois à venir, peut-être avec des parties prenantes non encore consultées ou par des échanges approfondis avec les parties prenantes déjà consultées ou avec les partenaires du projet.
 - De la mise en œuvre et de l'évaluation des activités de formation : les résultats et les performances de chaque activité ainsi que les perspectives des participants aux premières activités de formation - en tant que formateurs, animateurs, bénéficiaires, etc. - nous permettront de comprendre comment ajuster éventuellement le parcours. En effet, des « sujets » et des « méthodes de formation » qui ne sont pas envisagés dans la première version du plan peuvent apparaître.

À la lumière de ces points, il est clair que de nombreuses limites aux informations collectées au cours de cette première année et donc de nombreuses limites de la première version du plan de partage des connaissances peuvent être dépassées grâce à un processus constant de mise à jour du plan, auquel chacun peut contribuer.

Enfin, ce plan ne concerne que les activités qui auront lieu dans les deux pays cibles, le Burkina Faso et le Niger, car nous pensons qu'en termes d'efficacité pédagogique, d'inclusion et d'équité, il est préférable de partager les connaissances et d'interagir avec les parties prenantes « en présence », en face à face et localement. De plus, pour certains sujets, cela permettra des sorties sur le terrain, des visites et des démonstrations.

3. Comment le plan a été préparé : sources et méthodologie

Cette version préliminaire du plan a été préparée en utilisant quatre sources principales :

- Le document du projet SustLives qui, comme mentionné dans l'introduction, indique ou suggère brièvement les thèmes, les sessions, les durées, les parties prenantes/les participants et les approches.
- Consultation des partenaires du projet par le biais d'un questionnaire. Les partenaires pourraient indiquer les sujets de formation qu'ils jugent pertinents et auxquels ils pourraient contribuer.
- Consultations des parties prenantes locales à travers deux missions, l'une au Burkina Faso et l'autre au Niger.
- Littérature internationale, tant académique que grise.

Les consultations des parties prenantes locales et des partenaires du projet ont été les sources les plus importantes, mais aussi les plus difficiles et les plus exigeantes, notamment en termes de temps et de ressources, et elles méritent donc une brève illustration de la méthodologie suivie.

Conformément à l'approche participative et ascendante mise en œuvre avec succès lors de l'expérience Agrinovia, Roma Tre, en étroite collaboration avec les partenaires locaux Université Joseph Ki-Zerbo et Université Abdou Moumouni, a organisé entre décembre 2021 et juin 2022 un processus de consultations des parties prenantes et des partenaires, afin 1) d'identifier les éventuels besoins de formation et de partage des connaissances des acteurs directs et indirects des chaînes de valeur des NUS dans les deux pays impliqués

dans le projet; 2) de collecter des informations sur la base de connaissances déjà disponible au sein du partenariat Sustlives.

Les résultats de ces deux exercices ont servi de base d'information pour l'élaboration de cette première version du plan de formation et de développement des capacités, qui a été conçue suite à une priorisation des besoins identifiés, et qui constitue une proposition qui doit être considérée comme flexible et adaptable à d'éventuels besoins spécifiques qui pourraient émerger plus tard dans le projet (par exemple, des besoins de formation spécifiques à une chaîne de valeur en fonction de son niveau de développement ou à un groupe de bénéficiaires).

La première étape du processus de consultation a été le lancement, en décembre 2021, d'une enquête en ligne auprès des partenaires du projet avec l'objectif de recenser toutes les compétences déjà disponibles au sein du partenariat du projet, pour être éventuellement mobilisées pour les futures sessions de formation qui seront organisées au Burkina Faso et au Niger. Les résultats de l'enquête ont été synthétisés dans un tableau et partagés avec le groupe de travail lors d'une réunion en janvier 2022. En ce qui concerne l'évaluation des besoins en formation, Roma Tre a organisé deux missions de terrain au Burkina Faso (avril 2022) et au Niger (juin 2022) afin de mener des entretiens semi-structurés et des discussions de groupe avec plusieurs informateurs clés. Au Burkina Faso, deux discussions de groupe ont été organisées à l'Université Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou, après un travail préparatoire avec l'équipe locale du projet pour la co-conception des questions et des sujets de discussion. Le premier groupe de discussion a impliqué une douzaine d'enseignants et de chercheurs universitaires issus de différentes disciplines (agronomes, sociologues, experts en chaînes de valeur, etc.), tandis que le second groupe de discussion a impliqué des représentants de plusieurs ONG (nationales et internationales) travaillant dans le domaine du développement rural et de la sécurité alimentaire. Au cours des deux réunions, les participants ont été invités à identifier i) les parties prenantes clés des chaînes de valeur des NUS qui, à leur avis, pourraient être intéressés par le renforcement de leurs compétences sur les NUS à différents niveaux (production, transformation, commercialisation, nutrition) ; ii) les principaux problèmes et contraintes que ces parties prenantes pourraient rencontrer dans la valorisation des NUS à un niveau multidimensionnel ; iii) les besoins éventuels en matière de formation et de partage des connaissances qui pourraient contribuer à résoudre certaines des contraintes identifiées ; iv) les collaborations possibles (au niveau individuel et institutionnel) à activer pour les activités de formation. Outre les discussions de groupe, Roma Tre a également mené des entretiens bilatéraux avec des informateurs clés et des partenaires locaux sélectionnés afin d'approfondir l'évaluation sur des sujets tels que les aspects de genre et d'action collective liés à la valorisation des NUS et au développement des chaînes de valeur. Les résultats de cette première série de consultations au Burkina Faso ont été décrits dans un rapport de mission de terrain partagé avec le partenariat du projet Sustlives. En juin 2022, une deuxième série de consultations, suivant la même approche méthodologique, a été mise en œuvre au Niger avec un accent mis sur trois groupes cibles, à savoir les représentants des communautés impliquées dans le projet au Niger, les formateurs et les chercheurs de l'Université Abdou Moumouni, et les femmes productrices et transformatrices de NUS (individuellement et en groupes). Lors des différentes consultations au Niger, les participants, après avoir identifié et partagé l'importance multidimensionnelle des NUS pour la sécurité alimentaire et l'amélioration des conditions de vie des communautés rurales, ont procédé à l'identification des problèmes et des aspects critiques qui empêchent la pleine valorisation de ces espèces négligées selon une approche de chaîne de valeur, c'est-à-dire en relation avec toutes les étapes et tous les parties prenantes de la chaîne de valeur des NUS, de la production agricole à la consommation finale. Deuxièmement, les parties prenantes consultées ont identifié un panier de compétences nécessaires pour répondre aux problèmes identifiés, d'où ont émergé des besoins spécifiques de formation et de renforcement des capacités pour les différents bénéficiaires potentiels, ainsi que des indications quant aux méthodes pédagogiques les plus appropriées et les plus

efficaces pour chaque groupe cible. Cette approche méthodologique basée sur l'organisation de groupes de discussion et d'entretiens semi-structurés, réalisée dans un contexte participatif et inclusif où chaque participant a eu le temps et l'opportunité de s'exprimer librement, a permis d'identifier et de faciliter des discussions complexes et articulées pour l'émergence des besoins de formation des différentes parties prenantes du projet SustLives.

4. Approche pédagogique

Compte tenu de la variété, en termes d'intérêts, d'antécédents et de niveau d'éducation, des parties prenantes qui bénéficieront des sessions de formation et de partage des connaissances, différentes approches pédagogiques seront sélectionnées et combinées en fonction du contexte (université, terrain, etc...) et du public cible de référence (étudiants, représentants de la société civile, y compris les représentants des organisations d'agriculteurs, les agriculteurs, les organisations de femmes). Pourtant, certains principes clés généraux²⁴ inspireront toutes les activités de formation, qui seront :

- **Centrée sur l'apprenant** : Une formation centrée sur l'apprenant est un environnement qui accorde une attention particulière aux connaissances, aux compétences, aux attitudes, à la culture et aux croyances que les participants apportent individuellement dans cet espace. Les formations mettent l'accent sur les participants afin de garantir que les résultats répondent à leurs besoins et à leurs réalités. Reconnaître et respecter les expériences et compréhensions antérieures des participants permettent de construire une passerelle vers un nouvel apprentissage.
- **Sensible à l'inclusion** : Les formations sensibles à l'inclusion reconnaissent que les divers participants apportent des expériences et des perspectives différentes à une formation, ce qui peut enrichir l'expérience de formation pour tous. Ces formations visent à surmonter les schémas d'exclusion fondés sur l'appartenance réelle ou perçue à un groupe d'identité sociale. Les principes de sensibilité à l'inclusion permettent d'instaurer la confiance et la sécurité entre les divers participants, en favorisant les conditions permettant à tous les participants de contribuer et de s'engager dans toutes les activités de formation.
- Les formations **exploitable/actionnable** se concentrent sur les connaissances, les compétences et les attitudes qui ont une utilité pratique et aideront les participants à avoir un impact. L'évaluation des besoins des participants avant la conception permet d'élaborer un contenu de formation directement lié à des actions réalistes que les participants peuvent réaliser après la formation. Cela permet aux participants de démontrer les compétences souhaitées pendant les formations et d'appliquer les connaissances nouvellement acquises après la formation.
- **Expérientiel** : l'apprentissage par l'expérience est un « apprentissage par la pratique », qui met l'accent sur le fait qu'un apprentissage efficace a lieu lorsque l'expérience directe est liée à une réflexion personnelle, à des possibilités d'établir des liens pertinents avec l'expérience et à la capacité de démontrer l'utilisation appropriée des connaissances ou des compétences. Les activités expérientielles peuvent aller des activités menées dans l'espace de formation à celles que les participants peuvent faire en dehors de cet espace.
- **Active** : une forme d'apprentissage par l'expérience, la formation active permet aux participants de s'engager dans le contenu de la formation de manière interactive. La formation active se distingue par le fait qu'elle va au-delà de « l'apprentissage par la pratique » et utilise des éléments de formation formels (par exemple, des jeux de rôle) pour façonner et soutenir les processus d'apprentissage des participants. Les activités sont conçues pour que les participants acquièrent des connaissances, des

²⁴ https://www.irex.org/sites/default/files/node/resource/effective-training-principles-approaches-process_0.pdf

compétences et des attitudes plutôt que de simplement les recevoir. Ces éléments, lorsqu'ils sont utilisés intentionnellement et de manière appropriée dans les formations, entraînent une participation accrue, une rétention plus profonde et une application significative.

- **Mesurable** : dans le processus de conception, l'élaboration minutieuse d'objectifs d'apprentissage qui identifient les connaissances, les compétences ou les attitudes qui seront acquises par les participants, permet de mesurer clairement le succès d'une formation.

Quant aux formations qui seront mises en œuvre dans les universités locales et qui s'adresseront aux étudiants, aux chercheurs, aux vulgarisateurs, aux représentants de la société civile et aux représentants des OP, un mélange composé des approches pédagogiques suivantes sera privilégié :

- Leçons frontales comprenant la présentation et la discussion d'études de cas réels et de meilleures pratiques sur certains NUS.
- Des binômes pédagogiques entre des formateurs académiques et des professionnels du développement ayant une forte expérience de terrain, afin de promouvoir un retour et un dialogue constants entre les aspects théoriques et pratiques
- Simulations, jeux de rôles et travaux de groupe
- Animation de discussions en groupe et en séance plénière
- Organisation de visites de terrain dans les communautés rurales concernées par le projet.
- Maximisation de l'échange d'expériences et du partage des connaissances techniques entre les participants et les formateurs et entre les participants eux-mêmes (groupe mixte d'étudiants et de professionnels)

En ce qui concerne les approches pédagogiques à mettre en œuvre lors des formations sur le terrain destinées aux agriculteurs et à leurs organisations, y compris les organisations de femmes, l'accent sera mis sur les points suivants :

- Le partage d'expériences, de bonnes pratiques et d'innovations entre pairs (formation itinérante telle que la formation d'agriculteur à agriculteur et les voyages d'échange d'agriculteurs) pour trouver des solutions endogènes aux problèmes que rencontrent les agriculteurs, en favorisant les regards croisés critiques et le partage d'expériences et de compétences entre producteurs tout en promouvant la valorisation de la fonction d'agriculteur (global) et des savoirs traditionnels et intergénérationnels.
- L'organisation d'écoles de terrain pour les agriculteurs, axées sur les méthodes participatives, l'échange de connaissances et d'expériences, les exercices pratiques sur le terrain faisant appel à l'observation directe, la discussion et la prise de décision, qui encouragent la découverte et l'apprentissage par la pratique.
- La formation des formateurs (par exemple, les vulgarisateurs) en tenant compte de la nécessité de développer des compétences transversales qui incluent des compétences techniques ainsi que des compétences non techniques.

Les formations seront assurées par une équipe pédagogique qualifiée et multidisciplinaire composée d'universitaires, de chercheurs et d'experts de terrain (locaux et internationaux) ayant une connaissance directe du contexte local, appartenant au partenariat SustLives et à d'autres organisations partenaires.

Les sessions de formation seront évaluées par l'administration de questionnaires pré-test et post-test et, si cela est jugé plus approprié, par des outils et techniques d'évaluation participatifs moins formels, à convenir avec les partenaires de mise en œuvre.

Parallèlement à la mise en œuvre de modules et de sessions de formation, l'organisation d'ateliers d'échanges et de réflexions entre les différentes parties prenantes afin de combler le manque de langage commun,

d'améliorer l'accès et la transmission des informations sur les NUS et de créer des opportunités d'échanges entre les parties prenantes de la « demande » et de l' « offre » afin de promouvoir une approche d'intégration de la chaîne de valeur sera assurée.

5. Groupes cibles, parties prenantes et public

Les publics de Sustlives ont été sélectionnés au début du projet et plus particulièrement lors des missions de terrain en fonction des objectifs du partage des connaissances. Les différents groupes cibles identifiés comme bénéficiaires de cette activité sont basés au Burkina Faso et au Niger :

- Étudiants universitaires, chercheurs et vulgarisateurs (en agriculture, développement rural, sociologie rurale, économie du développement, anthropologie, sciences naturelles, sciences de la nutrition, relations internationales) qui pourraient partager la même formation scolaire ;
- Les parties prenantes de la chaîne de valeur, notamment les agriculteurs locaux, les organisations de producteurs, les commerçants, les transformateurs, les grossistes, les détaillants et les consommateurs, sans discrimination de genre, qui recevront une formation plus technique et sur le tas ;
- La société civile comme les ONG associées à la sécurité alimentaire, à l'égalité des sexes, au développement rural, etc., les associations de femmes et de jeunes, les groupes de défense, les coopératives, qui travaillent à la valorisation des NUS et de l'agro-biodiversité locale.

Le tableau 3.1 et le schéma 3.1 suivants résument certaines caractéristiques des différentes parties prenantes, que nous avons prises en compte dans la planification des sessions de formation.

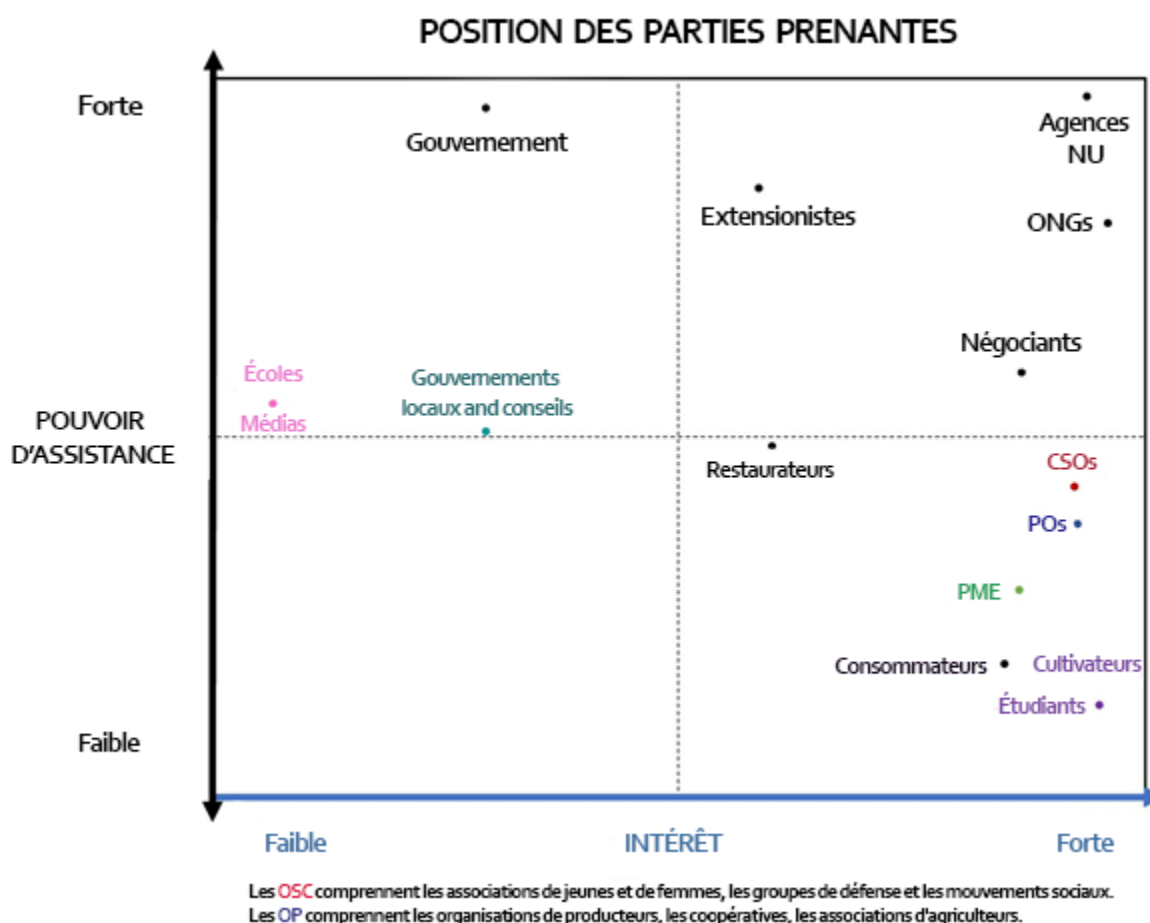
Tableau 3.1 Catégories de parties prenantes

	Parties prenantes du secteur privé	Parties prenantes du secteur public	Parties prenantes de la société civile
Local (sites du projet)	<ul style="list-style-type: none"> • Consommateurs • PME • Entrepreneurs de l'agroalimentaire • Restaurateurs • Agriculteurs • Commerçants 	<ul style="list-style-type: none"> • Écoles et universités • Gouvernement local/conseils 	<ul style="list-style-type: none"> • Mouvements sociaux et groupes de pression • ONG locales • Coopératives • Associations de femmes et de jeunes • Médias
National (Burkina Faso/Niger)	<ul style="list-style-type: none"> • Consommateurs • PME • Entrepreneurs de l'agroalimentaire • Commerçants • Exportateurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Écoles et universités • Gouvernement (ministère de l'agriculture, de la santé et de l'environnement) 	<ul style="list-style-type: none"> • Mouvements sociaux et groupes de pression • ONG nationales • Coopératives • Associations de femmes et de jeunes • Médias

	Parties prenantes du secteur privé	Parties prenantes du secteur public	Parties prenantes de la société civile
International	<ul style="list-style-type: none"> • PME • Entrepreneurs de l'agroalimentaire • Commerçants • Exportateurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Universités et instituts de recherche • Agences des Nations Unies 	<ul style="list-style-type: none"> • Mouvements sociaux et groupes de pression • ONG internationales • Coopératives • Associations de femmes et de jeunes • Médias

Le graphique ci-dessous montre la position des parties prenantes en ce qui concerne leur intérêt pour le partage des connaissances et leur degré d'influence pour le soutenir.

Schéma 3.1 Position des parties prenantes



Source : Adapté de Morestin et du groupe de travail du CCNPPS sur le partage des connaissances (2013).

6. Thèmes et sessions

Dans cette section, nous présentons une première liste de sujets qui ont émergé des sources citées ci-dessus. Dans l'esprit de ce « plan roulant », il ne s'agit pas d'une liste définitive et exhaustive de sujets, mais d'une proposition de liste de départ qui sera ajustée au cours de la mise en œuvre du plan, en fonction des réactions des partenaires, des parties prenantes et des participants.

La liste ne peut en aucun cas être exhaustive en raison des diverses contraintes existantes, notamment en termes de temps et de ressources. Par conséquent, une première sélection de 14 sujets les plus stratégiques pour SustLives a été effectuée.

Comme la tâche 2.2 prévoit 8 *ateliers participatifs de trois jours* et 12 *séances de formation* d'une semaine, cela signifie nécessairement que :

- Certains sujets seront abordés dans les ateliers de trois jours, tandis que d'autres seront traités dans les 12 autres sessions plus longues ;
- Nous ne pouvons pas reproduire les 14 sujets sélectionnés dans les deux pays. Par conséquent, certains sujets ne seront traités que dans un seul pays, en fonction de ses besoins spécifiques. Cependant, un nombre égal de sessions est prévu au Burkina Faso et au Niger : 6 sessions d'une semaine et 4 sessions de 3 jours dans chaque pays.

Nous sommes conscients que **certains des sujets proposés se chevauchent partiellement**. Nous pensons que, d'une part, ce n'est pas évitable. D'autre part, cela peut même être utile car certains sujets méritent d'être récapitulés.

Veillez noter que les sujets ne sont pas classés par ordre d'importance mais en commençant par ceux qui sont le plus fréquemment suggérés et défendus par les parties prenantes. Pour chaque sujet, les informations suivantes sont indiquées :

- **Sous-thèmes** : une liste préliminaire de sujets, thèmes, questions qui devraient être inclus dans la ou les sessions. Une liste élargie, plus détaillée et structurée de sous-thèmes doit être définie avec les co-organisateur, les partenaires de SustLives et les conférenciers/présentateurs au cours de la planification et de la préparation de la ou des sessions individuelles.
- **Sources** : à partir de quelles sources d'information le sujet a émergé, même sous des formes et des termes différents ;
- **Organisateurs et partenaires éventuels** : quelles organisations et quels partenaires ont exprimé leur disponibilité et/ou leurs compétences pour l'organisation et la mise en œuvre de la session. Cette liste est préliminaire et absolument ouverte à tout autre contributeur éventuel non encore répertorié ;
- **Lieu** : le pays où la session aura lieu ;
- **Durée** : un nombre approximatif de jours pour la session. Les chiffres indiqués sont ceux qui figuraient initialement dans le document de projet, mais ils pourront être affinés au cours de l'organisation et de la mise en œuvre des sessions.
- **Groupes cibles/parties prenantes/audience** : bien que le projet n'envisage que des sessions dédiées à des parties prenantes spécifiques (« séances par groupe de bénéficiaires »), l'expérience pédagogique à long terme de Roma Tre et d'Agrinovia en Afrique de l'Ouest montre que, pour certains sujets, la participation de différentes catégories de participants à une même session peut être très efficace et enrichissante. C'est la raison pour laquelle nous avons souvent indiqué plus d'une catégorie de participants possibles.

- **Période** : les périodes indiquées ci-dessous sont purement indicatives. Une planification plus précise et cohérente du temps sera organisée avec les co-organisateur de chaque session.

Voici la liste des sessions de partage des connaissances possibles et leur brève description.

6.1. Techniques, pratiques et intrants agricoles (itinéraires techniques de production)

- A. **Sous-thèmes** : Sélection, production et conservation des semences (avec des approches participatives) ; itinéraires techniques pour la production et la récolte de NUS ; planification et gestion d'un calendrier horticole saisonnier sensible à la nutrition ; gestion de l'eau et du sol ; rotation, association et diversification des cultures ; lutte intégrée contre les ravageurs (IPM) ; production et utilisation de biopesticides et d'engrais organiques ; sécurité alimentaire ; techniques de production de NUS adaptées au climat.
- B. **Sources** : Missions Burkina et Niger ; FAO (2017) ; Hall et al. (2013) ; consultation des partenaires (UJKZ, UAM, CIHEAM, Bioversity, CNR-ISPA).
- C. **Organisateurs et partenaires possibles** : Burkina (UJKZ, Afrique Verte, Watinoma, CIHEAM, Bioversity), Niger (UAM, Afrique Verte, CIHEAM, Bioversity)
- D. **Lieu** : Burkina Faso, Niger
- E. **Durée (jours)** : une semaine
- F. **Groupes cibles/parties prenantes/public** : vulgarisateurs, agriculteurs et OP, ONG.
- G. **Période** : Premier semestre de la deuxième année du projet (août 2022 - janvier 2023).

6.2. Pratiques agroécologiques

- A. **Sous-thèmes** : Le rôle de l'agroécologie pour les systèmes alimentaires durables ; les pratiques agroécologiques de production, de récolte et de post-récolte des NUS (y compris la gestion des sols et de l'eau, les systèmes de semences, la rotation et l'association et la synergie des cultures, la gestion des parasites, la fabrication de compost).
- B. **Sources** : Missions Burkina et Niger ; Consultation des partenaires (UJKZ, UAM, CIHEAM, Bioversity, CNR-ISPA)
- C. **Organisateurs et partenaires possibles** : Burkina Faso (Watinoma, Afrique Verte, UJKZ, CIHEAM), Niger (UAM, Afrique Verte, Bioversity)
- D. **Lieu** : Burkina Faso, Niger
- E. **Durée (jours)** : une semaine
- F. **Groupes cibles/parties prenantes/public** : vulgarisateurs, agriculteurs et OP, ONG.
- G. **Période** : Deuxième semestre de la deuxième année du projet (février 2023 - juillet 2023)

6.3. Pratiques post-récolte et de transformation

- A. **Sous-thèmes** : Pratiques de manipulation et de stockage des NUS pour l'hygiène et la préservation de la valeur nutritionnelle ; gestion des maladies post-récolte et des pertes de production ; emballage, options et techniques de transformation (innovation, diversification, utilisation et entretien des machines et équipements)
- B. **Sources** : Missions au Burkina et au Niger ; Dawson et al. (2019) ; consultation des partenaires (UJKZ, UAM, CIHEAM, Bioversity, CNR-ISPA).
- C. **Organisateurs et partenaires possibles** : Watinoma, Afrique Verte

- D. **Lieu** : Burkina Faso
- E. **Durée (jours)** : 3 jours
- F. **Groupes cibles/parties prenantes/public** : vulgarisateurs, agriculteurs et OP, commerçants, transformateurs.
- G. **Période** : Deuxième semestre de la deuxième année du projet (février 2023 - juillet 2023)

6.4. Qualité, normes et certifications

- A. **Sous-thèmes** : Systèmes de certification biologique et/ou de qualité/sécurité (compétences normatives, managériales et administratives) ; normes d'étiquetage ; éléments du droit des contrats spéciaux et du droit commercial ; normes et règlements d'exportation de l'UE ; normes et règlements d'exportation de la CEDEAO.
- B. **Sources** : Missions au Burkina et au Niger ; Dawson et al. (2019) ; consultation des partenaires (UAM, CIHEAM, Bioversity, CNR-ISPA).
- C. **Organisateurs et partenaires potentiels** : Niger (Afrique Verte, CIHEAM)
- D. **Lieu** : Niger
- E. **Durée (jours)** : 3 jours
- F. **Groupes cibles/parties prenantes/public** : vulgarisateurs, agriculteurs et OP, ONG.
- G. **Période** : Premier semestre de la troisième année du projet (août 2023 - janvier 2024)

6.5. Commercialisation des produits basés sur les NUS

- A. **Sous-thèmes** : Sélection des produits ; identification des marchés et des canaux de distribution ; accès aux services d'information sur les marchés ; intégration des marchés ; agriculture contractuelle ; techniques de valorisation, de promotion et de communication des NUS (y compris la communication numérique) ; emballage et étiquetage ; compétences en matière de commerce électronique ; rédaction de contrats et d'accords ; sensibilisation des consommateurs.
- B. **Sources** : Missions au Burkina et au Niger ; Hall et al. (2013) ; Dawson et al. (2019) ; consultation des partenaires (CIHEAM, Bioversity).
- C. **Organisateurs et partenaires potentiels** : Afrique Verte, CIHEAM, Bioversity
- D. **Lieu** : Niger
- E. **Durée (jours)** : 3 jours
- F. **Groupes cibles/parties prenantes/public** : agents de la chaîne de valeur, OP, transformateurs, commerçants, entrepreneurs.
- G. **Période** : Premier semestre de la deuxième année du projet (août 2022 - janvier 2023).

6.6. Coordination et intégration de la chaîne de valeur

- A. **Sous-thèmes** : Analyse de la chaîne de valeur NUS ; organisation, intégration et promotion des chaînes de valeur NUS ; chaînes de valeur sensibles au genre ; promotion des liens entre les agents de la chaîne de valeur ; production orientée vers le marché ; gestion de l'approvisionnement et des stocks.
- B. **Sources** : Missions Burkina et Niger ; Hall et al. (2013) ; Blare et al. (2018) ; Dawson et al. (2019) ; consultation des partenaires (UJKZ, UAM, CIHEAM, Bioversity, CNR-ISPA).
- C. **Organisateurs et partenaires possibles** : Burkina Faso (UJKZ, CIHEAM, Bioversity), Niger (UAM, Ciheam, Bioversity)
- D. **Lieu** : Burkina Faso, Niger

- E. **Durée (jours)** : une semaine
- F. **Groupes cibles/parties prenantes/public** : chercheurs, étudiants, vulgarisateurs, organisations d'agriculteurs, agents de la chaîne de valeur, entrepreneurs, transformateurs, commerçants.
- G. **Période** : Deuxième semestre de la troisième année du projet (février 2024 - juillet 2024)

6.7. Administration et gestion des organisations de producteurs et des PME

- A. **Sous-thèmes** : Gouvernance (structure, organisation, adhésion, leadership, gestion des conflits, autonomisation) ; finances/administration (élaboration de plans d'affaires et d'objectifs de production ; tenue de registres et comptabilité ; évaluation et gestion des risques, conformité au droit OHADA ; identification des besoins de financement et élaboration de propositions de financement, accès et gestion du crédit) ; compétences en matière de transformation et de commercialisation.
- B. **Sources** : Missions Burkina et Niger ; PARM (2016, 2021) ; consultation des partenaires (CIHEAM).
- C. **Organisateurs et partenaires potentiels** : Afrique Verte
- D. **Lieu** : Niger
- E. **Durée (jours)** : 3 jours
- F. **Groupes cibles/parties prenantes/public** : organisations d'agriculteurs, agents de la chaîne de valeur, entrepreneurs, ONG.
- G. **Période** : Deuxième semestre de la troisième année du projet (février 2024 - juillet 2024)

6.8. Entrepreneuriat rural - avec un accent mis sur les femmes

- A. **Sous-thèmes** : Démarrage d'entreprises agricoles ; évaluation et gestion des risques ; culture entrepreneuriale et compétences de leadership ; évaluation des compétences ; entrepreneuriat féminin ; analyse du marché ; éléments de droit commercial pour les exportations ; compétences en matière de commerce électronique ; compétences en matière de publicité et de promotion numériques ; contrôle de la qualité et normes de santé et de sécurité ; mise en réseau, mentorat et développement de partenariats ; accès des femmes rurales à la terre (sensibilisation) ; accès au crédit et aux options de financement et gestion de ceux-ci.
- B. **Sources** : Mission Niger ; Drori et al. (2018) ; PARM (2019) ; Consultation des partenaires (UJKZ, UAM, CIHEAM, Bioversity, CNR-ISPA).
- C. **Organisateurs et partenaires potentiels** : Afrique Verte, Africa '70, CISV, Roma Tre, Bioversity.
- D. **Lieu** : Niger
- E. **Durée (jours)** : une semaine
- F. **Groupes cibles/parties prenantes/public** : agents de la chaîne de valeur, organisations de femmes, femmes entrepreneurs, ONG.
- G. **Période** : Premier semestre de la quatrième année du projet (août 2024 - janvier 2025)

6.9. (Co)Recherche, vulgarisation et connaissances locales (*savoirs paysans*)

- A. **Sous-thèmes** : Méthodes et approches pour la co-recherche participative et la co-innovation pour la sélection, la conservation et la multiplication des semences, la production et les pratiques d'utilisation des NUS ; stratégies de diffusion et de partage des résultats de la recherche formelle et informelle sur les NUS.
- B. **Sources** : Mission Burkina Faso ; Séhoueto (2008) ; Hall et al. (2013) ; consultation des partenaires (UJKZ, Bioversity).

- C. **Organisateurs et partenaires potentiels** : UJKZ, Roma Tre, CIHEAM
- D. **Lieu** : Burkina Faso
- E. **Durée (jours)** : 3 jours
- F. **Groupes cibles/intervenants/public** : chercheurs, OP, vulgarisateurs, étudiants.
- G. **Période** : Premier semestre de la troisième année du projet (août 2023 - janvier 2024)

6.10. Rôle de la biodiversité et des NUS pour le développement

- A. **Sous-thèmes** : Le rôle de la biodiversité et des NUS en tant qu'outils pour renforcer et améliorer : la sécurité alimentaire et le statut nutritionnel des communautés rurales ; les revenus et les moyens de subsistance des populations rurales ; l'environnement et les écosystèmes ; les valeurs culturelles et les connaissances locales.
- B. **Sources** : Mission Burkina et Niger ; Will, M. Bioersivity International Global Facilitation Unit for Underutilized Species (2008) ; Padulosi et al. (2013) ; consultation des partenaires (UJKZ, UAM, CIHEAM, Bioersivity, CNR-ISPA).
- C. **Organisateurs et partenaires possibles** : Burkina Faso (UJKZ, CIHEAM, Bioersivity, Roma Tre, Slow Food), Niger (UAM, CIHEAM, Bioersivity, Roma Tre, Slow Food)
- D. **Lieu** : Burkina Faso, Niger
- E. **Durée (jours)** : 3 jours
- F. **Groupes cibles/parties prenants/public** : chercheurs, étudiants, fonctionnaires, autorités locales, ONG, groupes de pression et mouvements sociaux, écoles.
- G. **Période** : Deuxième semestre de la troisième année du projet (février 2024 - juillet 2024)

6.11. Rôle des NUS pour la sécurité alimentaire, la nutrition et la gastronomie

- A. **Sous-thèmes** : Les NUS pour la sécurité alimentaire : diversité alimentaire, nutrition et santé ; le rôle des NUS dans les jardins nutritionnels : objectifs et pratiques ; valeur nutritionnelle et qualité des NUS ; NUS et innovations dans les traditions gastronomiques locales et dans les habitudes alimentaires ; préparations alimentaires et normes pour conserver la valeur nutritionnelle des aliments ; éducation nutritionnelle et communication pour le changement de comportement.
- B. **Sources** : Mission Burkina ; Padulosi et al. (2015) ; Rapport OXFAM (2018) ; Ulian et al. (2020) ; Danso et al. (2019) ; Consultation des partenaires (UJKZ, UAM, CIHEAM, Bioersivity, CNR-ISPA).
- C. **Organisateurs et partenaires possibles** : Roma Tre, Bioersivity, CIHEAM, Slow Food, Tamat, Autre Terre, Acra, LVIA.
- D. **Lieu** : Burkina Faso, Niger
- E. **Durée (jours)** : une semaine
- F. **Groupes cibles/parties prenants/public** : chercheurs, étudiants, OP, restaurants, hôtels, entreprises de restauration, communautés locales (représentants), organisations de consommateurs, ONG, groupes de défense et mouvements sociaux, écoles.
- G. **Période** : Deuxième semestre de la quatrième année du projet (février 2025 - juillet 2025)

6.12. Action collective et les NUS

- A. **Sous-thèmes** : Le rôle des organisations collectives pour la transformation inclusive du monde rural ; Organisations collectives, autonomisation et action transformatrice ; Comment construire/soutenir/créer des organisations de producteurs plus puissantes et plus efficaces ;

Méthodes participatives pour évaluer les organisations de producteurs et renforcer les objectifs et buts collectifs.

- B. **Sources** : Mission Burkina ; McCarthy et al. (2002) ; Mwangi et al. (2012) ; Shiferaw et al. (2011) ; Consultation des partenaires (UJKZ)
- C. **Organisateurs et partenaires possibles** : Roma Tre, POs, UJKZ
- D. **Lieu** : Burkina Faso
- E. **Durée (jours)** : 3 jours
- F. **Groupes cibles/parties prenantes/public** : OP, communautés locales, ONG
- G. **Période** : Premier semestre de la quatrième année du projet (août 2024 - février 2025).

6.13. Autonomisation des femmes et les NUS

- A. **Sous-thèmes** : Leadership et autonomisation des femmes ; approches transformatrices de genre pour l'équité et la transformation des dynamiques et structures de pouvoir afin de surmonter les formes sociales, culturelles et autres d'inégalité dans la gestion des aliments et semences oubliés ; le rôle des femmes dans les systèmes alimentaires pour la sécurité alimentaire et la nutrition ; le rôle des femmes dans les chaînes de valeur des NUS et la préservation de la biodiversité.
- B. **Sources** : Mission Burkina et Niger ; Padulosi et al. (2013) ; PARM (2019) ; Mayra Buvinic, Megan O'Donnell, et Shelby Bourgault (2020) ; consultation des partenaires (CIHEAM).
- C. **Organisateurs et partenaires possibles** : Burkina Faso (Roma Tre, Corade, UJKZ, CIHEAM), Niger (Roma Tre, UAM, CISV, Africa '70, CIHEAM)
- D. **Lieu** : Burkina Faso, Niger
- E. **Durée (jours)** : une semaine
- F. **Groupes cibles/parties prenantes/public** : organisations de femmes, ONG, OP, étudiants, chercheurs, fonctionnaires, autorités locales, groupes de pression et mouvements sociaux.
- G. **Période** : Premier semestre de la quatrième année du projet (août 2024 - février 2025).

6.14. « Innovation paysanne » et NUS

- A. **Sous-thèmes** : i) approches participatives pour soutenir et améliorer les pratiques et dynamiques d'innovation des agriculteurs, et leur échange avec les systèmes de connaissances formels ; ii) création et gestion de partenariats pour le développement rural ; iii) dynamique de la co-recherche et de la recherche-action participatives ; iv) communication et participation communautaires ; v) sensibilisation des agents ruraux à leur capacité et à leur capacité d'améliorer leur niveau de vie.
- B. **Sources** : Mission Burkina et Niger ; Consultation des partenaires (UJKZ, UAM, CIHEAM, Bioversity, CNR-ISPA)
- C. **Organisateurs et partenaires potentiels** : Roma Tre, UJKZ, CIHEAM
- D. **Lieu** : Burkina Faso
- E. **Durée (jours)** : une semaine
- F. **Groupes cibles/parties prenantes/public** : agriculteurs, OP, communautés locales, étudiants, chercheurs, ONG.
- G. **Période** : Premier semestre de la troisième année du projet (août 2023 - janvier 2024)

SECTION IV. VALIDATION DU PLAN – BURKINA FASO

Après l'adoption du plan de formation dans le cadre de l'activité 2.2 : *Formation et renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de valeur des NUS*, un atelier a été organisé afin de le valider. Ainsi, les parties prenantes du projet au Burkina Faso ont été invités le 2 février 2023 à un atelier de validation (Annexe 4.1 – Programme de la rencontre).

Au total une quarantaine de participants repartis entre plus de 20 parties prenantes ont pris part à l'atelier (Annexe 4.2 – Liste des participants). Elles représentent, entre autres, des institutions publiques/gouvernementales, des plateformes paysannes faitières, des associations professionnelles, des associations de la société civile, des centres de recherche/universités, et des ONG actives dans le secteur.

La présentation du plan de formation a été faite par Dr. Zakaria KIEBRE (Figure 4.1). Lors de sa présentation, il a fourni un aperçu sur les objectifs et les groupes cibles des activités de formation prévues dans le cadre du projet SUSTLIVES avant d'expliquer aussi bien le processus participatif qui a porté sur l'élaboration du plan de formation/de partage de connaissances ainsi que les différentes thématiques qui ont été retenues comme prioritaires au Burkina Faso.

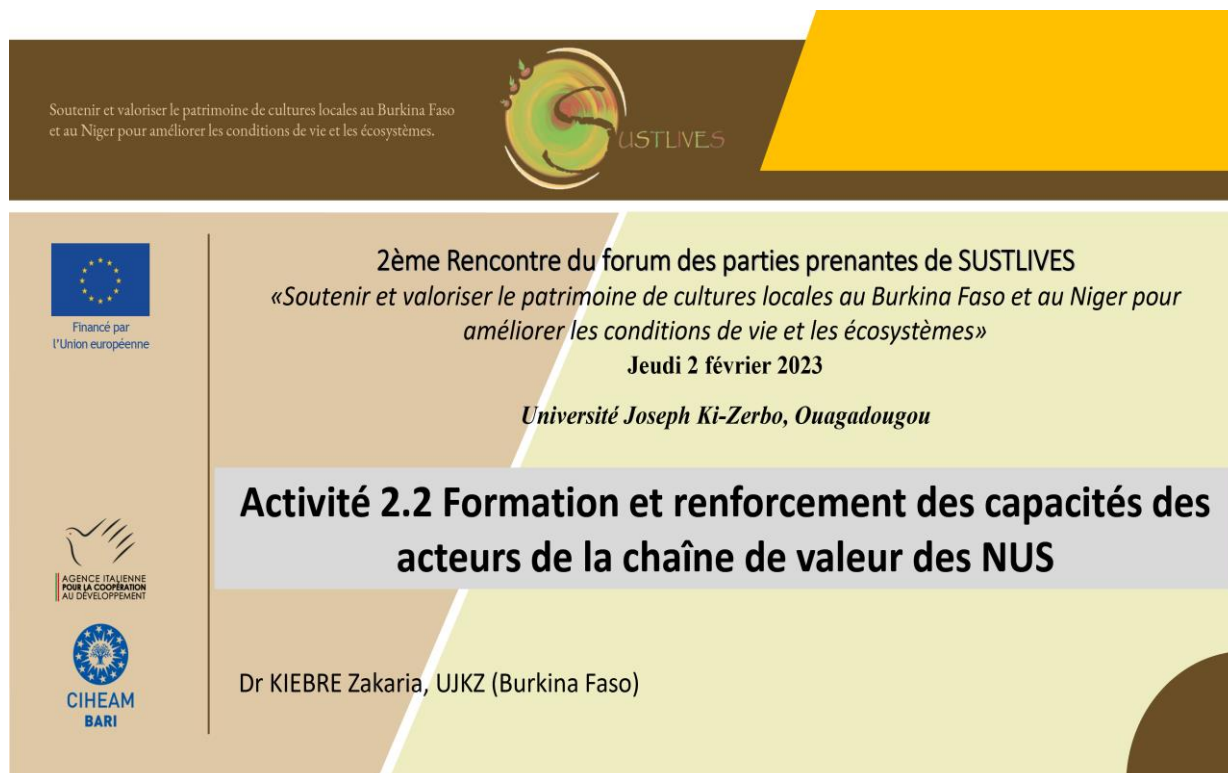


Figure 4.1. La page de garde de la présentation.

Après la présentation du plan de formation, un moment d'échanges a été observé pour permettre aux participants de poser des questions, faire des observations/suggestions (Figure 4.2).



Figure 4.2. Une photo des participants dans la salle.

Les interventions des participants ont porté, entre autres, sur :

1. La nécessité de clarifier les notions de plantes négligées et/ou sous utilisées,
2. La pertinence de considérer certaines espèces notamment la patate douce et le moringa comme plantes négligées.
3. Les critères de choix des participants aux différentes formations.
4. Les lieux de formation en relation avec les groupes cibles/bénéficiaires (la possibilité que les acteurs/parties prenantes, notamment les techniciens participent aux différentes formations).
5. La nature des formations (si les formations seront pratiques ou théoriques).

En répondant à la première question, Dr Hamid El Bilali (CIHEAM-Bari) et Dr Romaric K. Nanéma (UJKZ) ont apporté des éclaircissements sur les notions de plantes négligées et/ou sous utilisées avant d'expliquer que les 6 NUS cibles du projet Sustlives (patate douce, fabirama, moringa, oseille, amarante, voandzou) ont été choisies à l'issu d'un processus participatif et inclusif au Burkina Faso. Ainsi, en plus de la notion de plante négligée, le potentiel alimentaire et nutritionnel a été également pris en compte dans le choix des 6 NUS cibles du projet ; ce qui explique, par exemple, la présence du moringa et de la patate douce dans la liste des 6 NUS cibles au Burkina Faso. Par la suite, certains participants, notamment Dr Ivette Blandine Nacoulma (UJKZ), ont pris la parole pour partager leurs expériences en lien avec la difficulté de définir/cerner les notions de plantes négligées et/ou sous-utilisées. Ces échanges ont permis aux participants de mieux comprendre les notions de plantes négligées, sous-utilisées, orphelines, prometteuses, etc.

Les échanges se sont poursuivis sur les critères qui seront utilisés pour choisir les participants aux différentes formations. En répondant à cette question, Dr Hamid El Bilali a indiqué que trois groupes cibles seront concernés par les formations à savoir (i) les enseignants-chercheurs, les vulgarisateurs/agents techniques et les étudiants ; (ii) les acteurs de la chaîne de valeur (p. ex. producteurs) ; et (iii) les représentants de la société civile (p. ex. ONG, associations, etc.). Cependant, pour chaque formation, la liste des participants sera établie en fonction (i) du thème qui sera traité et (ii) de l'intérêt (ou domaine d'intervention) de chaque partie prenante. Il a également insisté sur le fait que ce ne sera pas forcément les mêmes participants pour l'ensemble des formations. En fonction des domaines d'intervention et de l'expertise de chaque partie prenante, elles seront invitées aux formations soit comme participants soit comme formateurs.

La dernière partie des échanges a porté sur la question relative aux lieux de formations. Ainsi, il a été indiqué que les formations consignées dans le plan de formation seront organisées à Ouagadougou auprès de l'Université Joseph KI-ZERBO mais que d'autres types de formations/activités de renforcement de capacités seront également organisées directement dans les villages d'intervention du projet avec les différents acteurs, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de l'activité 1.3 (Accès, sélection, multiplication et distribution des semences des NUS cibles tolérantes au stress).

Il a également été précisé que les formations qui seront organisées à l'université Joseph KI-ZERBO comporteront des phases théoriques et des travaux pratiques.

A l'issu des échanges, les participants ont été satisfaits de la pertinence des thèmes proposés dans le plan de formation et des réponses/échanges qui ont eu lieu. Ainsi, le plan de formation a été validé sans modifications des thèmes initialement proposés.

CONCLUSIONS

Le projet SustLives vise à renforcer les capacités de recherche et d'innovation des acteurs des chaînes de valeur des cultures négligées et sous-utilisées (NUS) au Burkina Faso et au Niger. Il ambitionne également d'améliorer les connaissances et la prise de décision indépendante des acteurs institutionnels et des organisations communautaires pour améliorer la sécurité alimentaire, les revenus et l'adaptation au changement climatique grâce aux NUS locales.

Dans le cadre de ce projet, la formation et le renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de valeur (activité 2.2) sont des résultats attendus clés.

Ce document décrit l'ensemble du processus d'analyse des besoins en formation réalisé pour atteindre ces résultats par la rédaction, la validation et la mise en œuvre d'un plan de formation appelé « plan de partage des connaissances ».

Pour mener à bien l'évaluation participative des besoins de formation, l'Université Roma Tre, en charge de l'activité 2.2, a organisé des missions au Burkina Faso et au Niger au printemps 2022, en collaboration étroite avec l'Université Joseph Ki-Zerbo et l'Université Abdou Moumouni, co-responsables de l'activité, et avec le soutien des coordinateurs de SustLives.

Les consultations ont été menées de manière participative en priorisant les représentants des producteurs, les ONG, les chercheurs et les groupes de femmes et ont privilégié des méthodes qualitatives telles que les groupes de discussion et les entretiens semi-structurés.

Les résultats de ces missions sont présentés dans les deux premières sections de ce document et constituant une contribution cruciale à l'élaboration du plan de formation.

Tout d'abord, au Burkina Faso il y a eu un consensus général sur la nécessité de renforcer les compétences des acteurs impliqués dans les chaînes de valeur des cultures négligées et sous-utilisées (NUS). Les participants sont prêts à contribuer en tant que formateurs pour soutenir ces activités de renforcement. En outre, outre le renforcement des compétences techniques liées à la production, à la conservation et à la transformation des NUS, il est clair que le développement de compétences fonctionnelles, de « savoir-être » et de soutien aux innovations et à l'entrepreneuriat en milieu rural est essentiel pour assurer la durabilité des résultats. Les besoins de formation concernant la production des NUS ont été identifiés, mettant en lumière l'importance de développer des compétences en analyse de marché, en marketing, en réseautage et en négociation pour valoriser les NUS le long de la chaîne de valeur. Par ailleurs, la sensibilisation, l'information, la promotion et le plaidoyer sont des éléments clés pour mettre en relation les acteurs de la demande et de l'offre des NUS, de la communauté locale aux consommateurs et aux décideurs politiques. De plus, il est fondamental de mettre à niveau les compétences de tous les acteurs pour comprendre la valeur multidimensionnelle des NUS et leur contribution à l'amélioration des conditions de vie des communautés rurales, notamment en renforçant la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en générant des revenus, en faisant face aux défis climatiques et environnementaux et en valorisant les savoirs locaux. La formation de formateurs est stratégique pour garantir la durabilité des résultats. Enfin, il a été souligné l'importance de prendre en compte les dynamiques de genre à tous les niveaux de la chaîne de valeur des NUS.

La deuxième série de consultations au Niger a été complétée de manière satisfaisante et confirmé les informations collectées au Burkina Faso. Trois groupes cibles ont été focalisés : les représentants des communautés, les formateurs et les enseignants-chercheurs, et les femmes productrices et transformatrices de NUS. Les participants ont identifié des besoins de formation moins évidents mais tout aussi importants,

notamment en comptabilité, gestion financière et administrative des groupements et des organisations de producteurs.

En ce qui concerne les approches pédagogiques, un consensus s'est dégagé dans les deux pays sur l'intégration des méthodes formelles et expérientielles, telles que les visites d'échanges, les sorties sur le terrain, les témoignages sur les bonnes pratiques, la validation entre pairs, les ateliers participatifs et démonstratifs, adaptées aux groupes cibles.

Bien que les missions aient initialement pour objectif de collecter des informations sur les savoirs locaux et les bonnes pratiques existantes sur les NUS, des contraintes opérationnelles ont limité cette exploration. Le plan de partage des connaissances, contenu dans la troisième section de ce document, se concentre donc davantage sur les besoins de formation identifiés.

L'élaboration du plan s'est basée sur le document du projet SustLives, les réponses des partenaires, les consultations sur le terrain et la littérature académique et grise.

L'approche pédagogique adoptée est diversifiée, tenant compte des différentes parties prenantes, de leurs intérêts et de leurs niveaux d'éducation mettant en avant des principes clés tels que la centralité de l'apprenant, la sensibilité à l'inclusion, l'exploitabilité, l'expérientiel, l'activité et la mesurabilité des objectifs d'apprentissage.

La liste initiale de sujets présentée est une proposition flexible qui sera ajustée en fonction des retours des partenaires, des parties prenantes et des participants au fil de la mise en œuvre du plan. Une première sélection de 14 sujets stratégiques a été effectuée, avec une répartition équilibrée entre les sessions au Burkina Faso et au Niger, tenant compte des besoins spécifiques de chaque pays. Certains sujets se chevauchent partiellement, offrant ainsi une opportunité de récapituler les informations.

Enfin, le plan de partage des connaissances demeure évolutif, sujet à des mises à jour régulières en fonction des opportunités et des ressources disponibles, avec un accent sur les interactions en personne pour une efficacité pédagogique optimale, et des sorties sur le terrain et des démonstrations envisageables pour certains sujets. Des ateliers d'échange entre les parties prenantes seront également organisés pour favoriser l'intégration de la chaîne de valeur et faciliter la communication entre les différents acteurs du projet

Pour conclure, la quatrième section du présent document, dernière phase du processus de l'analyse participative des besoins de formation, présente la validation réussie avec succès du plan de partage des connaissances par diverses parties prenantes, témoignant de son importance pour le renforcement des capacités dans le domaine des cultures négligées et sous-utilisées.

REFERENCES

- Bioversity International; Hall, R.A.; Rudebjer, P.; Padulosi, S. (eds.) 2013. NUS 2013: Book of Abstracts. 165 p. ISBN: 9789290439455
- Blare T, Donovan J. 2018. Building value chains for indigenous fruits: lessons from camucamu in Peru. *Renewable Agriculture and Food Systems* 33, 6-18
- Buvinic M., O'Donnell M. and Bourgault S. 2020. Women's Economic Empowerment in West Africa: Towards a Practical Research Agenda. CGD Working Paper 584. Washington, DC: Center for Global Development. <https://www.cgdev.org/publication/womens-economic-empowerment-west-africa-towards-practical-research-agenda>
- Dawson I. K., Barnes A., Jamnadass R., Danquah E., Mumm R. H., Hoad S., Burnett F., Hale I., Mausch K., Hendre P., Powell W., Revoredo-Giha C. 2019. Breeders' views on the production of new and orphan crops in Africa: a survey of constraints and opportunities. ICRAF Working Paper No. 296. *World Agroforestry*. DOI: <http://dx.doi.org/10.5716/WP19007.PDF>
- Danso et al. 2019. Feeding Africa: role of neglected and underutilized crops species (NUS). ...
- Droria I., Manosb R., Santacreu-Vasutc E., Shenkard O., Shohame A. 2018. Language and market inclusivity for women entrepreneurship: the case of microfinance. ...
- FAO 2017. Promoting neglected and underutilized crop species. <https://www.fao.org/newsroom/detail/Promoting-neglected-and-underutilized-crop-species/en>
- McCarthy N., Dutilly-Diane C. & Drabo B. 2004. Cooperation, collective action and natural resources management in Burkina Faso. *Agricultural Systems*, vol. 82(3), pages 233-255.
- Morestin, F. and the NCCHPP working group on knowledge sharing 2013. NCCHPP Internal Tool – Guide for Developing a Knowledge-Sharing Plan. Montréal, Québec: National Collaborating Centre for Healthy Public Policy.
- Mwangi, E., ed.; Markelova, H., ed.; Meinzen-Dick, R. S., ed. 2011. *Collective Action and Property Rights for Poverty Reduction: Insights from Africa and Asia*. Philadelphia, Pennsylvania: University of Pennsylvania Press. Published for the International Food Policy Research Institute.
- Oxfam Novib, ANDES, CTD, Searice. 2018. Neglected and underutilized species for improved diets. Briefing paper. The Hague: Oxfam Novib
- Padulosi, S., Thompson, J., Rudebjer, P. 2013. Fighting poverty, hunger and malnutrition with neglected and underutilized species (NUS): needs, challenges and the way forward. Bioversity International, Rome.
- Padulosi, S., Mal, B., King, I. & Gotor, E. (2015). Minor Millets as a Central Element for Sustainably Enhanced Incomes, Empowerment, and Nutrition in Rural India. *Sustainability*. 7. 8904-8933. 10.3390/su7078904.
- PARM (2016). Agricultural Risk Assessment Study in Niger (J. Coste, A. Affane and O. Jenn-Treyer). Rome: PARM/IFAD. Available at: <http://p4arm.org/document/agricultural-ris...t-study-in-niger/>

PARM (2019). Gender in agricultural risk management: analytical framework and operational guidelines – (by Zwanck D.). Rome: PARM/IFAD. Available at: <http://p4arm.org/document/gender-in-agricultural-risk-management/>

PARM 2021. Agricultural Risk Assessment Study in Burkina Faso (T. Le Cotty, T. Wissink, E. Bouquet, T. Bourdier and T. Brunelle). Rome: PARM/IFAD.
Available at: <http://p4arm.org/document/agricultural-ris...t-study-in-niger/>

Séhouéto L. 2006. Savoirs agricoles localisés et production vivrière en Afrique subsaharienne. ...

Shiferaw, B., Hellin, J. & Muricho, G. 2011. Improving market access and agricultural productivity growth in Africa: what role for producer organizations and collective action institutions? *Food Sec.* **3**, 475–489. <https://doi.org/10.1007/s12571-011-0153-0>

Ulian et al. 2020. Unlocking plant resources to support food security and promote sustainable agriculture. ...

Will, M. Bioversity International Global Facilitation Unit for Underutilized Species, 2008. Promoting value chains of neglected and underutilized species for pro-poor growth and biodiversity conservation: Guidelines and good practices. ...

ANNEXES

Annexe 1.1 - Liste des participants enseignants/chercheurs à la rencontre d'échange sur les besoins en formation des acteurs des CV des NUS au Burkina Faso

Nro	Nom et prénoms	Discipline / Spécialité	Origine	Expertise
1	MAGNINI Seindira	Sociologue	UJKZ	- Recherche participative - Gestion des impacts et des risques - Analyse genre et développement
2	SOME Koussao	Agronome/généticien	INERA / Kamboinsé	- Agronome - Génétique et amélioration des plantes - Expert en semence - Plantes à racine tubercule
3	VALEA Françoise	Géographe	UJKZ	- Gestion des ressources naturelles - Gestion des impacts et risques sociaux
4	HEMA Gwladys	Juriste	Université de Tours	- Analyse juridique - Droit à l'alimentation - Politiques publiques en lien avec la valorisation des cultures axées sur le développement - Appui dans l'organisation pédagogique
5	BAYALA Stéphane	Economiste gestionnaire	UJKZ	- Innovation agricole - Développement des chaînes de valeur, - Développement de partenariat
6	SAWADOGO Emmanuel	Directeur du BTT UJKZ	UJKZ	- Valorisation économique des résultats de la recherche
8	NANEMA Jacques	Philosophe	Agrinovia	- Philosophie du développement - Pédagogie universitaire
9	NANEMA Romaric	Agronome généticien	UJKZ	- Agronome - Généticien
10	TIETIAMBOU Fanta	Botaniste et phytoécologue, agroéconomiste	Agrinovia-Laboratoire de biologie et écologie végétales	- Analyse filières et chaînes de valeur - Enquêtes ethnobotaniques - Bilan de masse de la transformation des produits agro-sylvicoles
11	CALLARI Valentina	Économiste	Roma Tre	- Économiste du développement humain

Nro	Nom et prénoms	Discipline / Spécialité	Origine	Expertise
				<ul style="list-style-type: none"> - Sécurité alimentaire - Genre
12	CAIMI Joelle	Consultante	Roma Tre	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurité alimentaire - Développement local - Communication - Genre

Annexe 1.2 - Liste des participants des organisations de la société civile à la rencontre d'échange sur les besoins en formation des acteurs des CV des NUS au Burkina Faso

Nro	Nom et prénoms	Discipline / Spécialité	Origine	Expertise
1	KOALGA Jean Marie	Éducation social	SLOWFOOD	Biodiversité, souveraineté alimentaire, agroécologie
2	KOUDOUYOU Brice Nicodeme	Ingénieur agronome	ACRA	Variété négligées
3	OUEDRAOGO Jules	Économiste agricole/Ingénieur en développement rural	AGRIAGENCE FERT	Accompagnement au développement de la production des légumineuses et des produits
4	KONE Ousmane	Ingénieur agronome	TAMAT	Agroécologie, agriculture biologique de culture maraîchère et autres (moringa, amarante et autre)
5	TOUGMA Florentin		TAMAT	Agroécologie, agriculture biologique de culture maraîchère et autres.
6	LEGAY Christian	Agro écologiste	Autre Terre	Agroécologie, semences paysannes, agriculture biologique
7	GOUNTAN André	Ingénieur agronome	LVIA	Agroécologie, agriculture biologique, bio fertilisation, agro pédologie
8	NANEMA Jacques	Philosophe	Agrinovia	Philosophe Développement des compétences des enseignants dans l'enseignement et la mise en ligne des cours
9	NANEMA Romaric	Agronome généticien	UJKZ	- Agronome - Généticien
10	TIETIAMBOU Fanta	Botaniste et phytoécologue, agroéconomiste	Agrinovia-Laboratoire de biologie et écologie végétales	- Analyse filières et chaînes de valeur - Enquêtes ethnobotaniques - Bilan de masse de la transformation des produits agro-sylvicoles
11	CALLARI Valentina	Économiste	Roma Tre	- Économiste du développement humain - Sécurité alimentaire - Genre
12	CAIMI Joelle	Consultante	ROMA TRE	- Sécurité alimentaire - Développement local - Communication - Genre

Annexe 1.3 - Agenda de la Mission Roma Tre au Burkina Faso dans le cadre de l'Activité 2.2 du projet Sustlives



- **Période** : du 06-04-2022 au 14-04-2022
- **Partenaire** : Université Roma Tre
- **Lieu** : Ouagadougou au Burkina Faso
- **Personnes ressources mobilisées** : Mme Valentina Callari, Mme Joelle Caimi
- **Contexte** : Dans le cadre des activités prévues pour la première année du projet, L'Université Roma Tre, responsable de l'activité 2.2 « Formation et renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de valeur » mènera une évaluation participative des besoins de formation (livrable : réunions locales basée sur une approche participative pour l'identification des besoins de formation) qui constituera, en synergie avec autres sources d'information (revue de la littérature, entretiens, consultations avec les partenaires du projet, etc.), la base pour l'élaboration du plan de formation. L'objectif principal de cette mission est donc d'initier, en étroite collaboration avec les collègues de l'Université Joseph Ki-Zerbo, le processus de consultation participative des besoins de formation et, au même temps, des compétences et de l'expertise déjà disponibles dans le contexte de référence, par le biais de l'organisation de deux groupes de discussion (focus groupes) avec deux groupes d'acteurs clés, à savoir les enseignantes chercheurs et les représentants des ONGs. Une deuxième mission sera organisée sous deux (Mai) pour compléter la susmentionné évaluation²⁵.

Agenda de la mission²⁶

Activités préparatoires jusqu'au mardi 5 Avril :

²⁶ Note sur la différence entre les activités réalisées au cours de la mission et les activités prévues dans l'Agenda préliminaire de la mission

Pendant la mission, il y eu des activités planifiées dans l'Agenda préliminaire, qui finalement n'ont pas pu être réalisées à cause soit de l'indisponibilité des acteurs indiqués (c'est le cas de Mme Léa Kaboré qui était hors du pays et de la responsable Nutrition de l'Ong Medicus Mundi) soit du contrainte du temps (c'est le cas de la réunion prévue avec les collègues de l'Université Joseph Ki-Zerbo pour la discussion préparatoire en vue de la deuxième mission de consultation des besoins de formation). En plus, concernant la deuxième mission prévue, l'équipe de Roma Tre a ensuite décidé de la réaliser au Niger pour pouvoir intégrer des éléments du contexte nigérien. Enfin, deux visites au siège de la Coopération Italienne, pas prévues dans l'Agenda, ont été faites pour partager les premières impressions et résultats des consultations.

- Réunions de coordination avec Mme Fanta Tietiebou et Prof. Jacques Nanema pour l'organisation des focus groups à l'Université Joseph Ki-Zerbo. Dates, horaires et détails logistiques des focus groups établis.
- Définition, partage et validation des questions clés pour l'animation des focus groups ;
- Définition des objectifs et la méthodologie des focus groups ;
- Communication de l'agenda au coordinateur scientifique du projet ;
- Identification et prise de contacts avec les parties prenantes, envoi des courriels avec invitation et brève présentation (brochure) du projet Sustlives et du but des focus groups, vérification de leur disponibilité à participer aux consultations.

Mercredi 6 avril

Arrivée à Ouagadougou dans la soirée

Judi 7 avril 2022

- Réunion de coordination avec les partenaires de l'Université Joseph Ki Zerbo : Mme Fanta Tietiebou, Prof. Jacques Nanéma, Romaric Nanéma, Bassole Nestor et autres.
- Préparation du premier focus group
- Rencontre avec le partenaire Afrique Verte

Vendredi 8 avril 2022

- Organisation du premier focus group à l'Université Joseph Ki Zerbo (universitaires). Entre 7/10 enseignants-chercheurs experts/ bien informés en biodiversité, Nus, sécurité alimentaire et nutritionnelle. Groupe pluridisciplinaire.
- Réunion de débriefing avec les partenaires de l'Université Joseph Ki Zerbo : Mme Fanta Tietiebou, Prof. Jacques Nanéma, Romaric Nanéma, Bassole Nestor et autres.
- Rencontre avec Mme Gifty Nahr - Agence Corade;

Dimanche 10 avril 2022

- Visite à l'organisation/ONG Watinoma à Koubri. Rencontre avec M. Hado Ima et M. Hadbila.

Lundi 11 avril 2022

- Rencontres et entretiens avec *key informants* à définir (Mme Léa Kaborè - Terre des Hommes ; Mme Gifty Nahr - Agence Corade ; Mme Elisa Chiara – Medicus Mundi).
- Réunion avec les partenaires de l'Université Joseph Ki Zerbo (Mme Fanta Tietiebou, Prof. Jacques Nanéma, Romaric Nanéma, Bassole Nestor et autres) pour la définition des prochaines étapes de l'activité 2.2, notamment l'organisation des travaux pour les thèses de recherche et discussion

préparatoire pour la deuxième mission de consultation des besoins de formation (possibles parties prenantes à contacter : Fédération Nationale des Femmes Rurales du Burkina (FENAFERB) ; Fédération Nationale des Industries de l'Agro-alimentaire et de transformation du Burkina (FIAB) ; Comité Ouest-Africain des Semences Paysannes (COASP), Collectif Citoyen pour l'Agroécologie (CCAÉ) ; Confédération paysanne du Faso (CPF), CNA-BIO Burkina, Agence pour la Promotion des petites et moyennes entreprises, Agriculture et Artisanat-APME2A) **Errore. Il segnalibro non è definito.**

- Préparation du deuxième focus group.

Mardi 12 avril 2022

- Organisation du deuxième focus group à l'Université Joseph Ki Zerbo (ONGs). Entre 7/10 représentants des ONG italiennes et internationales actives dans les domaines de la biodiversité, de l'agroécologie, des Nus et des filières agricoles.

Liste finale des ONG à contacter :

1. ONG Tamat : Mme Denisa Savulescu
2. ONG Mani Tese : M. Eugenio Attard, M. Giovanni Sartor
3. ONG Slow Food : M. Jean-Marie Koalga
4. ONG Cisiv : M. Sayouba Ouedraogo, Mme Marta Zaffaroni
5. ONG Lvia : M. Jean-Paul Ouédraogo, Giovanni Armando
6. ONG Progetto Mondo : Marianna Mormile
7. ONG Sos Faim : Mme Alimata Sawadogo
8. ONG Acra : Mme Rachele Sentella, Mme Valeria De Paoli
9. ONG Gret : Claire Kabore
10. ONG Action Contre la Faim : Hermann Goumbri
11. ONG Fert : Agathe GUISSOU ou/et Ouédraogo Nomdo Jules
12. ONG Diobass Écologie et Société : Koura Djibrilou
13. ONG Oxfam : Omer Kabore, Yougbare Hadaogo
14. ONG Autre Terre : M. Christian Legay
15. ONG Cipa/DEAFAL : Mme Adelaide Strada
16. Réseaux Azione Terrae : M. Ouedraogo

Mercredi 13 avril 2022

- Réunion de débriefing avec les partenaires de l'Université Joseph Ki Zerbo (Mme Fanta Tietiembou, Prof. Jacques Nanèma, Romaric Nanèma, Bassolé Nestor et autres).
- Rencontres et entretiens avec *key informants* à définir
- Rencontre avec le VP de l'Université Joseph Ki-Zerbo chargée de la Recherche et de la Coopération Internationale Professeur Zonou Bernard
- Départ pour Rome en soirée - Fin de la mission.

Annexe 2.1 - Rencontre avec l'équipe du projet Crops4HD de SwissAid - Niger

N°	Noms et Prénoms	Structures	Spécialité
1	M. Mamane Rabilou Abdou	SwissAid	Représentant Pays
2	M. Issoufou Abdou Djibo	SwissAid	Chargé de Programme
3	M. Ibrahim Mamadou	SwissAid	Coordinateur Régional
4	Dr Dan Guimbo Iro	Département de foresterie/Faculté d'Agronomie UAM	Ecologie végétale
5	Pr Bakasso Yacouba	Département de Biologie/Faculté des Sciences et Techniques UAM	Génétique et amélioration des plantes
6	Valentina Callari	Université Roma Tre	Économiste du développement
7	Joelle Caimi	Université Roma Tre	Économiste du développement
8	Samantha Nunziati	Université Roma Tre	Économiste du développement

Annexe 2.2 - Premier focus group avec les institutions de formation et les enseignants-chercheurs de l'UAM – Niger

N°	Noms et Prénoms	Départements/institutions	Spécialité
1	Dr Dan Guimbo Iro	Département de foresterie/Faculté d'Agronomie	Écologie végétale
2	Pr Bakasso Yacouba	Département de Biologie/Faculté des Sciences et Techniques	Génétique et amélioration des plantes
3	Dr Douma Soumana	Département de Biologie/Faculté des Sciences et Techniques	Écologie forestière
4	Mr Naroua Kouré Mamane	Département de Productions Végétales/ Faculté d'Agronomie	Nutrition humaine
5	Mr Maïlamba Lakotoro	Département de Productions Végétales/ Faculté d'Agronomie	Ingénieur agronome
6	Dr Saidou Ousseina	Département Productions Animales/ Faculté d'Agronomie	Productions animales et Gestion des parcours
7	Pr Guero Yadji	Département des Sciences du Sol/Faculté d'Agronomie	Agro-pédologie
8	Valentina Callari	Université Roma Tre	Économie du développement
9	Joelle Caimi	Université Roma Tre	Économie du développement
10	Samantha Nunziati	Université Roma Tre	Économie du développement
11	Dr Abdou Gado Fanna	Département des Sciences du Sol/Faculté d'Agronomie	Agroécologie/Environnement
12	Dr Zangui Hamissou	Département de Productions Végétales/ Faculté d'Agronomie	Productions végétales

N°	Noms et Prénoms	Départements/institutions	Spécialité
13	Dr Madougou Garba	Direction Générale de Protection des Végétaux	Protections des végétaux

Annexe 2.3 - Consultations avec des représentantes de groupements des femmes agro-entrepreneuses en collaboration avec l'ONG Africa '70 - Niger

N°	Noms et Prénoms	Structures	Spécialité
1	Mme Aissa Manga	Groupement TABBITAL	Transformatrice
2	Mme Aichatou Sambo	SISSILI lait	Transformatrice
3	Mme Hannatou Idrissa	Fromagerie du Niger (FRONI)	Transformatrice
4	Mme Maïmouna Boureima	Ferme Azagou	Productrice
5	Mme Zeinabou Souleye	YO-WA lait de chamelle	Transformatrice
6	Carlo Semita	Africa '70	Représentant Pays Niger
7	Dr Dan Guimbo Iro	Département de foresterie/Faculté d'Agronomie	Écologie végétale
8	Valentina Callari	Université Roma Tre	Économiste du développement
9	Joelle Caimi	Université Roma Tre	Économiste du développement
10	Samantha Nunziati	Université Roma Tre	Économiste du développement

Annexe 2.4 - Consultations avec le groupement des femmes du site de Goudel - Niger

N°	Noms et Prénoms	Structures	Spécialité
1		Groupement de Goudel	Présidente du groupement
2		Groupement de Goudel	Secrétaire du groupement
3		Groupement de Goudel	Trésorière du groupement
6	Dr Dan Guimbo Iro	Département de foresterie/Faculté d'Agronomie	Écologie végétale
7	Valentina Callari	Université Roma Tre	Économie du développement
8	Joelle Caimi	Université Roma Tre	Économie du développement
9	Samantha Nunziati	Université Roma Tre	Économie du développement

Annexe 2.5 - Deuxième focus group avec les organisations/plateformes paysannes et les représentants des communautés des sites du projet Sustlives – Niger

N°	Noms et Prénoms	Départements/institutions	Spécialité
1	Djibo Sadagou Ibrahim	Commune de Fawel	Chef de District Agricole
2	Amadou Oumarou	Commune de Kankandi	Secrétaire Permanent du groupement paysan
3	Oumarou Niandou	Commune Harikanassou	Président Organisation Paysanne
4	Douma Aldoussalam	Niamey	CCPHM
5	Boubacar Moussa	Commune de N’Gonga	Maire
6	Mme Rahina Abdou	Commune de Liboré	Cheffe de District Agricole
7	Mme Layla Oumarou	Commune de Kiota	Cheffe de District Agricole
8	Mahamadou Siradji Adamou	Raya Karkara/Niamey	Secrétaire permanent
9	Bakasso Yacouba	Université Abdou Moumouni/Niamey	Enseignant-chercheur/SUSTLIVES Niger
10	Valentina Callari	Université Roma Tre	Économie du développement
11	Joelle Caimi	Université Roma Tre	Économie du développement
12	Samantha Nunziati	Université Roma Tre	Économie du développement

N°	Noms et Prénoms	Départements/institutions	Spécialité
13	Moudi Kabirou	FCMN-Niya	Agronome
14	Carlos Nombela	FCMN-Niya	Assistant Technique
15	Boureima Seyni	Mooriben /Niamey	Assistant suivi évaluation
16	Mahamadou Salifou	Commune de Birni N'Garoure	Président du groupement des producteurs
17	Falalou Hamidou	Université Abdou Moumouni /ICRISAT	Chercheur /SUSTLIVES Niger
18	Inoussa M. Maarouhi	Université Abdou Moumouni/Niamey	Enseignant- chercheur/SUSTLIVES Niger

Annexe 2.6 - Consultations avec des femmes transformatrices du moringa en collaboration
avec l'ONG CISV - Niger

N°	Noms et Prénoms	Structures	Spécialité	Filière
1	Mme Esther Godo	Nutrisat	Transformation et commercialisation du moringa	Moringa
2	Filippo Acasto	CISV	Représentant Pays Niger	

Annexe 2.7 - Agenda de la mission au Niger



- **Période** : Du 4 au 10 Juin 2022
- **Partenaires du projet impliqués** : Université Roma Tre (préparation et implémentation de la mission au Niger), Université de Niamey (préparation de la mission et soutien aux activités), CIHEAM-Bari (coordination et soutien à la préparation de la mission)
- **Lieu** : Niamey, Niger
- **Personnes impliquées** : Pasquale De Muro, Valentina Callari, Joelle Caimi, Samantha Nunziati (RomaTre), Lawali Dambo, Iro Dan Guimbo, Yacoubou Bakasso (Université Abdou Moumouni de Niamey), Hamid El Bilali, Claudio Bogliotti (CIHEAM-Bari).

Samedi 4 juin 2022

- Arrivée de l'équipe Roma Tre à Niamey dans l'après-midi.

Lundi 6 juin 2022

- Réunion de coordination avec les partenaires de l'Université Abdou Moumouni : M. Iro Dan Guimbo et Prof. Yacoubou Bakasso ;
- Préparation des focus groupes et confirmation de l'agenda de mission ;
- Rencontre avec l'équipe du projet Crops4HD de SwissAid (M. Mahamane Rabilou Abdou, M. Issoufou Abdou Djibo, Ibrahim Hamadou)

Mardi 7 juin 2022

- Premier focus group avec les institutions de formation et les enseignants chercheurs de l'UAM ;
- Rencontre avec M. Bassirou Nouhou de Afrique Verte Niger – AcSSA (siège Afrique Verte)

Mercredi 8 juin 2022

- Consultations avec des représentantes de groupements des femmes agro-entrepreneuses en collaboration avec l'ONG Africa '70 (siège ONG Africa '70) ;
- Visite à l'atelier de SwissAid – Crops4HD sur l'approche participative des chaînes de marché (PMCA) ;
- Consultations avec le groupement des femmes du site de Goudel.

Jeudi 9 juin 2022

- Deuxième focus group avec les organisations/plateformes paysannes et les représentants des communautés des sites du projet Sustlives ;
- Entretien avec une femme entrepreneure transformatrice du moringa en collaboration avec l'ONG CISV (siège CISV à Niamey) ;
- Visite de courtoisie au siège AICS Niamey ;

Départ pour Rome dans la soirée

Annexe 3.1 - Plan de partage des connaissances : Tableau récapitulatif

Sujet	Lieu	Durée (jours par pays)	Période
1. Techniques, pratiques et intrants agricoles (<i>itinéraires techniques de production</i>)	Burkina Faso, Niger	5/6	1 ^{er} semestre de la 2 ^{ème} année (août 2022 – janvier 2023)
2. Pratiques agroécologiques	Burkina Faso, Niger	5/6	2 ^{ème} semestre de la 2 ^{ème} année (février 2023 – juillet 2023)
3. Pratiques post-récolte (y compris transformation, stockage)	Burkina Faso	3	2 ^{ème} semestre de la 2 ^{ème} année (février 2023 - juillet 2023)
4. Qualité, normes et certifications	Niger	3	1 ^{er} semestre de la 3 ^{ème} année (août 2023 – janvier 2024)
5. Commercialisation des produits basés sur les NUS	Niger	3	1 ^{er} semestre de la 2 ^{ème} année (août 2022 – janvier 2023)
6. Coordination et intégration de la chaîne de valeur	Burkina Faso, Niger	5/6	2 ^{ème} semestre de la 3 ^{ème} année (février 2024 – juillet 2024)
7. Administration et gestion des OP et des PME	Niger	3	2 ^{ème} semestre de la 3 ^{ème} année (février 2024 – juillet 2024)
8. Entrepreneurat rural (avec un accent mis sur les femmes)	Niger	5/6	1 ^{er} semestre de la 4 ^{ème} année (août 2024 – janvier 2025)
9. (Co)Recherche, vulgarisation et <i>savoirs paysans</i>	Burkina Faso	3	1 ^{er} semestre de la 3 ^{ème} année (août 2023 – janvier 2024)
10. Rôle de la biodiversité et des NUS pour le développement	Burkina Faso, Niger	3	2 ^{ème} semestre de la 3 ^{ème} année (février 2024 – juillet 2024)
11. Rôle des NUS pour la sécurité alimentaire, la nutrition et la gastronomie	Burkina Faso, Niger	5/6	2 ^{ème} semestre de la 4 ^{ème} année (février 2025 – juillet 2025)
12. Action collective et les NUS	Burkina Faso	3	1 ^{er} semestre de la 4 ^{ème} année (août 2024 – janvier 2025)
13. Autonomisation des femmes et NUS	Burkina Faso, Niger	5/6	1 ^{er} semestre de la 4 ^{ème} année (août 2024 – janvier 2025)
14. <i>Innovation paysanne</i> et NUS	Burkina Faso	5/6	1 ^{er} semestre de la 3 ^{ème} année (août 2023 – janvier 2024)

Annexe 4.1. Programme de la rencontre des parties prenantes avec la session portant sur la validation du plan de formation, Ouagadougou (Burkina Faso), 2 février 2023.

Heures	Contenu	Présentateur
8h30-9h00	Enregistrement des participants	Coordination Agrinovia
9h00-9h10	Accueil, introduction sur le projet et but de la rencontre	Pr NANEMA Jacques Dr DIANIN Carlo
9h10-9h25	Tour de table de présentation des participants (nom, poste, affiliation, expertise et expérience sur les NUS)	Coordination Agrinovia
9h25-9h45	Présentation des principaux résultats de la première année et du plan de travail de la deuxième année du projet SUSTLIVES	Dr EL BILALI Hamid
9h45-10h00	Présentation de l'exécution de l'activité 1.3 relative à Accès, sélection, multiplication et distribution des semences des NUS cibles tolérantes au stress et de ses résultats : mise en œuvre, état d'avancement et prochaines étapes	Dr NANEMA Romaric
10h00-10h15	Présentation de l'exécution de l'activité 1.5 relative aux Echanges de connaissances et d'informations entre les parties prenantes : mise en œuvre, état d'avancement et prochaines étapes	Dr TIETIAMBOU Fanta R. S.
10h15-10h35	Échanges sur le projet et les activités	Pr NANEMA Jacques
10h35-10h50	Pause-café	
10h50-11h05	Présentation de l'exécution de l'activité 2.2 relative aux Formation et renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de valeur : mise en œuvre, état d'avancement et ébauche de plan de formation	Dr Zakaria KIEBRE
11h05-11h45	Échanges sur le plan de formation	Dr Zakaria KIEBRE
11h45-12h30	Exercice sur l'établissement de la cartographie des parties prenantes (travail de groupe)	Dr NANEMA Romaric
12h30-13h00	Restitution des travaux de groupes	Dr NANEMA Romaric
13h00-13h15	Conclusions et clôture	Pr NANEMA Jacques
13h15-14h	Pause déjeuner	Coordination Agrinovia

Annexe 4.2. Liste des participants à la rencontre des parties prenantes pour la validation du plan de formation, Ouagadougou (Burkina Faso), 2 février 2023.

Nro	Nom et prénoms	Sexe	Structure
1	NANEMA Jacques	H	Université Joseph KI-ZERBO Agrinovia
2	NANEMA Romaric	H	Université Joseph KI-ZERBO
3	ELBILALI Hamid	H	CIHEAM Bari
4	TIETIAMBOU Fanta	F	Centre universitaire de Gaoua Agrinovia-Laboratoire de biologie et écologie végétales
5	KIEBRE Zakaria	H	Université Joseph KI-ZERBO
6	KABRE Blaise	H	Centre universitaire de Tenkodogo
7	Hamidou OUEDRAOGO	H	AGRODEV SERVICES
8	YOUGBARE Souleymane	M	CNABIO/CCAÉ
9	LOURE Mohamed	M	TAMAT
10	SAVADOGO Adama	H	MARH
11	NAKANABO Adama	H	GIZ/ProEmploi
12	GUIRA Moussa	H	CONAREF
13	KINDO Pierre Adrien	H	CPF
14	MARLET Serge	H	CIRAD
15	BOSCARATO Fabio	H	ONG AES-CCC
16	NACOUлма Blandine M. I.	F	UJKZ/CUZ
17	OUEDRAOGO Théophile	H	Delico alimentaire
18	ZOUNDI Simone	F	FIAB/SODEPAL
19	TRAORE Korotimi	F	IRSAT/CNRST
20	TARBOULGA Jacques	H	FIAB/SODEPAL
21	ATTARD Eugenio	F	MANITese
22	TRINGALI Giulia	F	MANITese
23	SIENOU Adama	M	COASP
24	KARAMBIRI Souleymane	H	CUG/SUSTLIVES/UJKZ
25	BAYALA Stéphane	H	AGRA/AGRINOVIA
26	INVERNIZZI Elena	F	ACRA
27	KOUDOUGOU Brice Nicodème	H	ONG ACRA

Nro	Nom et prénoms	Sexe	Structure
28	TIAMA Djakaridia	H	INERA
29	SANOU S. Gérard	F	FERT
30	IMA Hado	H	Association Watinoma
31	TOGNOLI Flora	H	Association Watinoma
32	SANOU Sogotère Jules	H	DPAAHM/Boulkiemdé
33	DRABO Paulin	H	FNGN
34	KIMA/WAONGO Lucienne	F	DPAAHM/Bazèga
35	OUEDRAOGO Narcisse	H	Afrique Verte Burkina APROSSA
36	BAYALA Ange Lionel	H	DGPER/MARAH
37	CARLO Dianin	H	AICS
38	KOUSSOUBE Ko Alain Magloir	H	CISU
39	MARTE Zaffaroni	F	USV
40	SAVADOGO/BONKOUNGOU T. Martine	F	Bioprotect/Ecobio
41	OUEDRAOGO Rémi Nomwendé	H	UJKZ
42	OUEDRAOGO Asseta	F	AGRINOVIA
43	SOMDA Gilles	H	SUSTLIVES/UJKZ